COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

INDEX

2000

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

INDEX

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

INDEX

2000

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

INDEX

ISSN 0074-4441
ISBN 92-1-070932-2

N° de vente:
Sales number **829**

INDEX FRANÇAIS[1,2]

A

Abus de droits:

Réserves à la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour constitutive d'— : 30, *51*.

Accord de cessez-le-feu de Lusaka: 120-123, 125, 127.

— en tant que loi applicable: 122.
Appel au respect de l'— : 125.

Accord de Simla du 2 juillet 1972 entre le Pakistan et l'Inde: 22, 28, 33, 34, *47*, *77*, *78*.

Effet de l'— sur la réserve assortie par l'Inde à sa déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour: 26, 28, 31.
Engagement d'adopter un mode de règlement pacifique des différends figurant dans l'—: 22, 33, 34, 47.
Engagement de respecter les buts et principes de la Charte relatifs aux relations mutuelles figurant dans l'—: 33.
Question de la compétence conférée à la Cour par l'— : 33.

Acte général de 1928 pour le règlement pacifique des différends internationaux:

Adhésion de l'Inde britannique à l'— : 19.
Caractère politique de l'— : 19, 20.
Communication du 18 septembre 1974 adressée par l'Inde au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies: 20, 22-25, *49*, *85-88*.
Condition de notification de la dénonciation aux termes de l'article 45 de l'— : 25, *49*.
Date effective de dénonciation de l'— : 25.
Notification de dénonciation aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies: 25.
Projet d'— : *40*, *41*.
Question de l'— en tant que «moyen pacifique déjà convenu» par les parties aux fins de l'accord de Simla entre le Pakistan et l'Inde (1972): 22, 23.
Question de l'applicabilité de l'— après la disparition de la Société des Nations et de la Cour permanente de Justice internationale: 18-20, 23, 24, *49*.
Relation entre l'— et la clause facultative de juridiction obligatoire: *41-44*.

[1] Les chiffres en italique indiquent des références au texte d'opinions individuelles ou dissidentes et de déclarations.

[2] Les noms des traités correspondant aux articles cités dans les présentes sont reportés dans la liste des traités.

Réserves à l'— : *43, 44, 50-53, 82-85, 88-90.*
Revision de l'— (1949) : *44.*
Succession d'Etats et — : 19-22.
— en tant que base de la compétence de la Cour internationale de Justice : 19, *44.*
— en tant que base de la compétence de la Cour permanente de Justice internationale : 18, *44.*

Activités armées sur le territoire du Congo :

Allégations d'— par le Burundi : 176, 177.
Allégations d'— par l'Ouganda : 111-135.
Allégations d'— par le Rwanda : 179.
Appel au respect des droits de l'homme et des dispositions du droit international humanitaire dans la zone de conflit : 129.
Demande du Conseil de sécurité aux fins d'une enquête internationale sur les — : 125, 188.
Faits tels que présentés par l'Ouganda : 119-121.
Voir aussi *Congo (République démocratique du —) : Mesures conservatoires.*

Agent :

Désignation d'un — par la Belgique : 186.

Allemagne :

Exceptions préliminaires soulevées par l'— : 158, 159.

Application :

— de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka : 125.
— de la Charte des Nations Unies : 129.
— de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine : 129.
— des mesures conservatoires : *132.*
— des obligations prévues par le droit international : 129.
— des résolutions du Conseil de sécurité : 129.

Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies :

Résolution 3314 (XXIX) du 14 décembre 1974 : 113.

Audiences publiques : 16.

B

Belgique :

Code de procédure pénale : 186, 187.
Compétence universelle : 183, 184, 188, 189.
Exceptions préliminaires soulevées par la — : 149, 150.
Législation extraterritoriale : 183, 184.
Loi du 16 juin 1993 telle que modifiée par la loi du 10 février 1999 (répression des violations graves du droit international) : 183.
Article 5 (2) : 183.

Article 7: 89, 183, 184, 186, 187.
Effet rétroactif de la — : 194.
— en tant que moyen d'exécution des obligations internationales: 189.
Requête introductive d'instance déposée par le Congo contre la — (17 octobre 2000): 182-188.
Voir aussi *Déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour*.

Bonne foi:

Acceptation de — de la juridiction obligatoire de la Cour: *132*.
Obligation de — dans le cadre du règlement des différends: 33, 34, *47*, *106*, 193, 202, *210*.
«Réserve Commonwealth» et — : 26, *85*, *97*.
Réserves à l'acceptation de la juridiction obligatoire et — : 96.

Burundi (République du —):

Requête introductive d'instance déposée par le Congo contre le — (23 juin 1999): 176.

C

Canada:

Exceptions préliminaires soulevées par le — : 152, 153.

Certitude juridique: *233*.

Charte des Nations Unies:

Obligation des parties d'adopter des modes de règlement pacifique des différends: 33.
— en tant que base de la compétence de la Cour: 32, *49*, *97-99*.

Chef d'Etat:

Assimilation de la condition du ministre des affaires étrangères à celle du — : 193, 194.

Clause facultative:

Voir *Déclaration(s) d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour*.

Comité international de la Croix-Rouge:

Mandat au Congo: 126.

Commission du droit international:

Commentaire sur la convention de Vienne de 1969 relative au droit des traités: *58*.

Commonwealth britannique:

Définition du — : *78*, *79*, *81*, *82*.
Règlement des différends au sein du — : 26, 27, *79*, *80*.
«Réserve Commonwealth»: 15, 17, 25-32, *40*, *43*, *44*, *50-53*, *55-59*, *82-85*.

Compétence de la compétence: *52.*

Compétence de la Cour internationale de Justice: 15-34.

Arrêt par lequel la Cour décline sa compétence, ou reflet du système consensuel dans le cadre duquel la Cour est appelée à rendre la justice: *46.*
Bases de la — : 15, 32.

La requête introductive d'instance en tant que base de la — : 183.
Absence de chefs de compétence au stade de la requête: 15, 191, 194, 195, 199, 200, *205*, *211-215*, *219*.

Circonspection/retenue lors de la détermination de la — : *104*, *105*.
Liberté de la Cour de baser sa décision sur le motif qui, selon elle, est plus direct et décisif, quand sa compétence est contestée pour des motifs distincts: 24.
Nature consensuelle de la — : *104*, *132*.
Question préliminaire de la — : 16.
Soumission de la — à l'acceptation des parties: 29, *45*, *46*.
— *prima facie*: 118, 119, 121, 123, 191, 200, *219*, *227*, *228*.
Voir aussi *Accord de Simla du 2 juillet 1972 entre le Pakistan et l'Inde*; *Acte général de 1928 pour le règlement pacifique des différends internationaux*; *Charte des Nations Unies*; *Déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour*; *Différend juridique*; *Justiciabilité*; *Statut de la Cour internationale de Justice, article 37*.

Compétence extraterritoriale:

Voir: *Compétence universelle*; *Juridiction*.

Compétence universelle:

Conventions conférant la — : 184, 188, 189.
Crimes contre l'humanité: 184, 188, 189.
Crimes de guerre: 184.
Droit international coutumier: 184, 189, *231*.
Génocide: 189.
Nationalité ou domicile des victimes comme lien de rattachement: 190.
Question de la nécessité de la présence de l'accusé sur le territoire de l'Etat poursuivant: 183, 184, *216*.
Voir aussi *Immunité de juridiction du représentant d'un Etat*; *Juridiction*.

Compromis:

Fixation de délais (accord du 31 mai 1997 entre l'Indonésie et la Malaisie): 173, 174.

Conclusions:

— au nom de l'Inde: 17, 18.
— au nom du Congo: 113.
— au nom du Pakistan: 17, 18.

Conférence internationale de télécommunications (1957):

Admission du Pakistan à la — : *65*, *66*.

Congo (République démocratique du —):

Destruction en vol d'un avion de la compagnie Congo Airlines: 113.
Processus de dialogue national: 125.
Rébellion au — en tant que problème interne: 112.
Requête introductive d'instance déposée par le — contre l'Ouganda (23 juin 1999): 111.
Saisie par l'Ouganda du barrage hydroélectrique d'Inga: 113.
Voir aussi: *Accord de cessez-le-feu de Lusaka*; *Droits de l'homme*; *Droit international humanitaire*; *Mesures conservatoires*; *MONUC (Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo)*.

Conseil de sécurité:

Responsabilité de maintien de la paix et de la sécurité internationales: *131-132*.
Responsabilités parallèles du — et de la Cour internationale de Justice: 119, 121, 126, 127, *134*.

Contre-mémoire: 109.

Demande d'un — exclusivement consacré à la question de la compétence de la Cour: 16.

Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités:

Implications de la — au regard du statut du représentant d'un Etat: 194.

Convention de Vienne de 1978 sur la succession d'Etats en matière de traités:

— en tant que codification du droit international coutumier: 20, 22.

Cour internationale de Justice:

Compromis décidé par la —: *219*.
Décision du Gouvernement britannique de ne pas soumettre à la — les différends frontaliers découlant de la partition de l'Inde: *72*, *73*.
Droit de la — d'agir *proprio motu*: 119, 127, 193, *219*.
Effet du non-respect des décisions de la — portant atteinte à sa dignité: *132*.
— en tant que partie intégrante du système de l'Organisation des Nations Unies: *46*.
— en tant qu'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies: *48*, *134*.
— en tant que successeur de la Cour permanente de Justice internationale: 18.
Voir aussi *Compétence de la Cour internationale de Justice*; *Conseil de sécurité*; *Représentation d'un Etat devant la Cour*.

Cour permanente de Justice internationale:

Voir aussi *Acte général de 1928 pour le règlement pacifique des différends internationaux*; *Cour internationale de Justice*.

Crimes contre l'humanité:

Voir *Compétence universelle*.

Crimes de guerre:

Voir *Compétence universelle*.

D

Déclaration de Lahore du 21 février 1999: 34, *47*, *77*, *78*.

Voir aussi *Accord de Simla du 2 juillet 1972 entre le Pakistan et l'Inde*.

Déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour:

Bonne foi des auteurs de la — : *132*.
Caractère facultatif de la — : *96*.
Caractère unilatéral de la — : *53*, *96*.
Condition de réciprocité: 123.
Connaissance présumée de la — par les parties: 199, 200, *214*.
— de la Belgique (3 avril 1958): 194, 198.
— du Congo (8 février 1989): 118, 119, 194, 198, 199.
— de l'Inde (15 septembre 1974): 15, 16, 25.
— de l'Ouganda (3 octobre 1963): 118, 119, 123.
— du Pakistan (13 septembre 1960): 25.
— prévue par le Statut de la Cour permanente de Justice internationale: *37-44*.
Voir aussi *Réserves à la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour*.

Dédommagement pour actes illicites:

Demande par le Congo de — : 114.

Délais de procédure:

— par voie de compromis: 173, 174.
— pour le dépôt d'une duplique: 137.
— pour le dépôt des observations écrites et des exceptions préliminaires: 149, 150, 152, 153, 155, 156, 158, 159, 161, 162, 164, 165, 167, 168, 170, 171.
Fixation d'un — : 16-18, 114, 140, 141, 143, 144, 186, 236.
Prorogation de — : 108, 109, 137, 146, 147, 173, 174, 176, 177, 179, 180.

Demandes: 17.

Déni de justice: *228*.

Différend:

— relatif à des actes d'agression armée allégués: 111.
Ordonnance en indication de mesures conservatoires en tant que partie du processus judiciaire pour le règlement d'un — : *134*.
Voir aussi *Différend juridique*; *Règlement pacifique des différends internationaux*.

Différend juridique:

Allégations unilatérales de — : *131*.
Existence d'un — : *131*, *204-207*.
— à déterminer avant de se prononcer sur la question de la compétence: *207*.
Indication de mesures conservatoires subordonnée à l'existence d'un — et de conditions d'urgence: *209*.

Différends frontaliers consécutifs à la partition de l'Inde:

Question du caractère international des — : *72, 73.*
Soumission aux tribunaux arbitraux: *73-75.*

Divisibilité:

Voir *Réserves à la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour; Traités.*

Dommages (Evaluation des —): *223, 224.*

Droit applicable:

Accord de cessez-le-feu de Lusaka: 122.

Droit des traités:

Voir *Traités et conventions de Vienne de 1969, 1978 et 1986 dans la liste des traités.*

Droit humanitaire:

Voir *Droit international humanitaire.*

Droit international:

Application par les juridictions nationales: *232, 233.*
— en tant que base du règlement pacifique des différends: *48.*

Droit international coutumier: 17.

Codification du — : 20, 22.
Compétence universelle aux termes du — : 184, 189, *231.*
Effet de la réserve relative aux traités multilatéraux *sur une demande fondée* sur le — : 28, 29, *49, 50, 99-104.*
Incident aérien du 10 août 1999 constitutif d'une violation du — : *99-104.*
Préséance du — sur l'ordonnance du 14 août 1947 relative à l'indépendance de l'Inde (accords internationaux): 22.
Question de savoir si les conventions disposant de la compétence universelle relèvent du — : 184.
Succession d'Etats en matière de traités aux termes du — : 20.

Droit international général:

Voir *Droit international coutumier.*

Droit international humanitaire:

Violation du — sur le territoire du Congo: 112, 125, 127-129, *134.*
Voir aussi *Compétence universelle.*

Droit islamique:

Divisibilité aux termes du — (Principe « *Ma La Udraku kulluh La Utraku Julloh* »): *57.*

Droit pénal international:

Limitation statutaire: *231.*

Responsabilité de mise en œuvre et d'application du — incombant aux Etats: *229-233.*
Voir aussi *Compétence universelle; Juridiction.*

Droits de l'homme:

Violations sur le territoire du Congo: 112, 125, 127-129, *134.*

E

Egalité souveraine des Etats:

Relation entre la compétence universelle et l'—: *216.*
«Réserve Commonwealth» et —: 26.

Equité de la procédure: 121, 122, 195, 200.

Estoppel: 26, 28, 31, 32.

Conduite de l'Inde et doctrine de l'—: *72-78.*
— en tant que principe général de droit international: *78.*

Exceptions préliminaires:

Suspension de la procédure sur le fond: 149, 152, 155, 158, 161, 164, 165, 167, 170.

Exception préliminaire soulevée par:

— l'Allemagne: 158, 159.
— la Belgique: 149, 150.
— le Canada: 152, 153.
— la France: 155, 156.
— l'Inde: 15.
— l'Italie: 161, 162.
— les Pays-Bas: 164, 165.
— le Portugal: 149, 150.
— le Royaume-Uni: 170, 171.

F

France:

Exceptions préliminaires soulevées par la —: 155, 156.

G

Génocide:

Voir *Juridiction universelle.*

Grands Lacs:

Demande d'organisation d'une conférence internationale sous les auspices de

l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine: 126.
Menace à la paix et à la sécurité dans la région des —: 113.

Greffier de la Cour internationale de Justice:

Communication à la Partie adverse de la requête introductive d'instance: 15, 114.
Notification de la date d'ouverture des audiences: 116.
Notification à la Partie adverse de la demande en indication de mesures conservatoires: 185.
Notification au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la demande en indication de mesures conservatoires: 116.
Transmission à la Partie adverse d'une demande de prorogation de délai: 109, 137, 146, 177, 180.
Transmission d'une demande en indication de mesures conservatoires: 116.

I

Immunité de juridiction du représentant d'un Etat: 191, 201.

— en cas de compétence universelle: 189.
Voir aussi *Compétence universelle: Mandat d'arrêt contre le ministre des affaires étrangères d'un Etat tiers pour des violations du droit international humanitaire; Relations diplomatiques.*

Incident aérien du 10 août 1999:

Demande de réparation du Pakistan pour l'—: *61, 62.*
Faits relatifs à l'— tels que présentés par le Pakistan: *61-63.*
— constitutif d'une violation du droit international coutumier: *99-104.*

Inclusio unius est exclusio alterius: *51.*

Inde (République de l'—):

Exceptions préliminaires soulevées par l'—: 15.
Requête introductive d'instance déposée par le Pakistan contre l'— (21 septembre 1999): 15, 17, *61.*
Réserves à la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice:

Voir *Déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour.*

Voir aussi *Accord de Simla du 2 juillet 1972 entre le Pakistan et l'Inde; Déclaration de Lahore du 21 février 1999; Incident aérien du 10 août 1999; Requête introductive d'instance; Succession de l'Inde et du Pakistan à l'Inde britannique.*

Inde britannique:

Adhésion de l'— à l'Acte général de 1928 pour le règlement pacifique des différends: 19
Voir aussi *Inde (République de l'—); Ordonnance du 14 août 1947 relative à l'indépendance de l'Inde (accords internationaux); Pakistan (République*

islamique du —) ; Succession d'Etats en matière de traités : Succession de l'Inde et du Pakistan à l'Inde britannique.

Indemnisations : 17, 113.

— basées sur l'évaluation des dommages : 125.
Voir aussi *Réparation.*

***Indian Independence Act* de 1947 :** *64.*

Intégrité territoriale du Congo :

Violation alléguée par l'Ouganda de l'— : 112, 127.

Interprétation :

Voir *Déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour ; Interprétation des traités.*

Interprétation des traités :

Esprit et lettre de l'— : *99.*
Principe *ut res magis valeat quam pereat* aux fins de l'— : *57.*
Principe consistant à éviter une — déraisonnable ou absurde : *96, 97.*

Intervention judiciaire : *225.*

Italie :

Exceptions préliminaires soulevées par l'— : 161, 162.

J

Juge *ad hoc* :

Droit de désigner un — : 16, 186.

Juridiction :

Aut dedere aut judicare : 231.
Introduction d'instances dans des Etats tiers par des victimes des crimes les plus graves au regard du droit international : *232.*
— territoriale : 187, *216.*
Primauté de la — des tribunaux internationaux : 184, 185.
Principe de protection : 187, *216.*
Voir aussi *Compétence universelle ; Droit pénal international ; Immunité de juridiction du représentant d'un Etat.*

Juridiction obligatoire :
Encouragements de la Société des Nations à accepter la — : *38-40, 42.*
Voir aussi *Déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour.*

Juridictions pénales internationales : *230.*

Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme:

Belios c. Suisse (1988), CEDH série A, n° 132: *85.*
Loizidou c. Turquie (1995), CEDH série A, n° 310: *85.*

Jurisprudence de la Cour internationale de Justice:

Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras), compétence et recevabilité, arrêt, C.I.J. Recueil 1988: 197.
Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi), mesures conservatoires, ordonnance du 1er juillet 2000, C.I.J. Recueil 2000: 221.
Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda), mesures conservatoires, ordonnance du 1er juillet 2000, C.I.J. Recueil 2000: 221, 222, 226.
Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda), mesures conservatoires, ordonnance du 1er juillet 2000, C.I.J. Recueil 2000: 221.
Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique), compétence et recevabilité, arrêt, C.I.J. Recueil 1984: 29, *50, 53, 94, 96, 100,* 118, 126, *226.*
Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique), fond, arrêt, C.I.J. Recueil 1986: 199.
Anglo-Iranian Oil Co., exception préliminaire, arrêt, C.I.J. Recueil 1952: 30.
Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI, arrêt, C.I.J. Recueil 1972: 75, 88, 90.
Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, mesures conservatoires, ordonnance du 13 septembre 1993, C.I.J. Recueil 1993: 97, 118, 126, *222.*
Certains emprunts norvégiens, arrêt, C.I.J. Recueil 1957: 24, 31, *53, 94, 96, 97.*

Opinion individuelle de M. Lauterpacht: *56, 83.*

Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie), exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 1992: 83, 94.
Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie), C.I.J. Recueil 1992.

Opinion dissidente de M. Ago: *50.*

Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada), compétence de la Cour, arrêt, C.I.J. Recueil 1998: 30, 33, 34, *53, 93.*

Opinion dissidente de M. Bedjaoui: *85, 102.*
Opinion dissidente de M. Torres Bernárdez, juge *ad hoc*: *103.*
Opinion dissidente de M. Vereshchetin: *101.*
Opinion dissidente de M. Weeramantry: *100.*

Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique), mesures conservatoires, ordonnance du 3 mars 1999, C.I.J. Recueil 1998: 222, 223.
Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen, arrêt, C.I.J. Recueil 1993.

Opinion individuelle de M. Weeramantry: *97.*

Différend frontalier (Burkina Faso c. République du Mali), C.I.J. Recueil 1986: 33, 118.

Essais nucléaires (Australie c. France), arrêt, C.I.J. Recueil 1974

Opinion dissidente collective de MM. Onyeama, Dillard, Jiménez de Aréchaga et de sir Humphrey Waldock: 19, *86, 88, 90.*

Essais nucléaires (Australie c. France), C.I.J. Mémoires, vol. II: 23.

Essais nucléaires (Australie c. France), mesures conservatoires, ordonnance du 22 juin 1973, C.I.J. Recueil 1973: 222.

Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria, exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 1998: 90, 118.

Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria, mesures conservatoires, ordonnance du 15 mars 1996, C.I.J. Recueil 1996: 128, *134.*

Interhandel, exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 1959: *53.*

Opinion dissidente de M. Klaestad: *83.*

LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique), ordonnance du 3 mars 1999, C.I.J. Recueil 1999: 220, *222, 223.*

Déclaration de M. Oda: *223.*

Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Belgique), mesures conservatoires, ordonnance du 2 juin 1999, C.I.J. Recueil 1999: 199, *212.*

Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne), mesures conservatoires, ordonnance du 2 juin 1999, C.I.J. Recueil 1999: 197, 199, 200.

Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Pays-Bas), mesures conservatoires, ordonnance du 2 juin 1999, C.I.J. Recueil 1999: *213.*

Or monétaire, C.I.J. Recueil 1954: 122.

Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark), C.I.J. Recueil 1991: 33.

Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran, mesures conservatoires, ordonnance du 15 décembre 1979, C.I.J. Recueil 1979: *134,* 188, *222.*

Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie), arrêt, C.I.J. Recueil 1978: 23.

Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde), C.I.J. Mémoires: 23, *65, 67, 68, 69, 71, 75-77, 82, 86, 87.*

Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique), exception préliminaire, arrêt, C.I.J. Recueil 1998: 197.

Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique), mesures conservatoires, ordonnance du 14 avril 1992, C.I.J. Recueil 1992: 121, 127.

Déclaration de M. Ni: *98.*
Opinion dissidente de M. Ajibola, juge *ad hoc*: *98, 227.*
Opinion dissidente de M. Bedjaoui: *226, 228.*
Opinion dissidente de M. El-Kosheri: *223, 226.*
Opinion individuelle de M. Lachs: *46, 100.*

Temple de Préah Vihéar, C.I.J. Recueil 1962.

Opinions individuelles de MM. Alfaro et Fitzmaurice: *78.*

Jurisprudence de la Cour permanente de Justice internationale:

Compagnie d'électricité de Sofia et de Bulgarie, arrêt, 1939, C.P.J.I. série A/B n° 79: 210.

Lotus (France/Turquie), 7 septembre 1927, C.P.J.I. série A n° 10: *233*.
Phosphates du Maroc, arrêt, 1938, C.P.J.I. série A/B n° 74: 29.
Usine de Chorzów, ordonnance du 21 novembre 1927, C.P.J.I. série A n° 12: 193.
Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex, ordonnance du 19 août 1929, C.P.J.I. série A n° 22: *22*, 33.

Jurisprudence de tribunaux internes:

Harakchand v. *Union of India*, AIR 1970 SCR 1453 (V 57C 308): *84*.
Land customs (Khyber Agency) v. *Zewar Khan*, PLD 1969, SC 485: *71*.
Messrs. Yangtze (London) Ltd. v. *Barlas Brothers*, PLD 1961, SC 573: *70*.
Re *Cape Breton* (1846), 5 Moo. P.C. 259: *79*.
Re *Labrador Boundary dispute* (1927) 137 LT 187: *79*.
RMDC v. *India*, 1957 SCR 930: *84*.
R. M. D. Chambarbaugwalla v. *Union of India*, 1957 SCR 950: *54*, *55*.

Justiciabilité:

Définition de la — : *45*.
Distinction entre la — et la compétence: *45*, *48*.

L

Législation:

Divisibilité de la — : *54*, *55*, *84*.

Législation extraterritoriale: 183-184.

Liberté individuelle:

Mandat d'arrêt en tant que violation du principe de — : 190.

Limitation statutaire:

Droit pénal international: *231*.

M

Mandat d'arrêt contre le ministre des affaires étrangères d'un Etat tiers pour violations du droit international humanitaire: 183-233.

Exécution du — subordonnée à la bonne volonté de l'Etat requis: 191, *229*.
Invitation officielle impliquant renonciation au droit de faire exécuter le — : 190.
Licéité aux termes du droit international du — : *224*.
Négociations relatives au — : 200.
— constitutif d'une violation du droit du représentant d'un Etat à l'immunité de juridiction: 201.
— en tant qu'entrave à l'autorité souveraine: 187, 188, *209*, *210*, *216*, *217*, *223*, *226*.

Mémoire:

Demande d'un — portant exclusivement sur la question de la compétence de la Cour: 16.
— de l'Inde concernant la compétence de la Cour: 18-23.
— du Pakistan concernant la compétence de la Cour: 18-23, 25, 26.

Mesures conservatoires:

Bonus fumus juris: *216*.
Circonstances nouvelles rendant les — sans objet: 195-198, 201, *204*, *209*, *210*, *219*, *224*.
Compétence *prima facie* de la Cour: 118, 121, 123, 191, 200, *219*, *227*, *228*.
Défaut de demande de — au stade de la requête introductive d'instance: 128.
Exécution des —: *132*.
Indication de — sans préjudice de la recevabilité: 202.
Indication de — sans préjudice du fond: 127-129, *132*, 193, 201, 202, *204*.
Instances parallèles et effet de la demande en indication de — dans une seule instance: 127.
Observations sur les —: 116-123, 188-193.
Ordonnance en indication de — concernant les activités armées sur le territoire du Congo: 108-135.
Pouvoir de la Cour d'indiquer des —: 116.
Pouvoir de la Cour d'indiquer des — différentes de celles qui ont été demandées: 128.
Pouvoir discrétionnaire de la Cour d'indiquer des —: 117.
Prévention d'une aggravation ou d'une extension du différend: 128, 129, *134*, *135*, 194, 201, *210*.
Prévention d'une dégradation des relations entre les parties: 193, 196.
Protection des droits des parties en cause dans le différend: 127-129, 187, 192, 201, *210*, *224-226*.
Risque de dommage ou de préjudice irréparable: 117, 127, 128, *134*, 185, 187, 192, 195, 201, *204*, *209*, *217*, *222-226*, *229*.
Existence d'un lien suffisant entre les mesures demandées et les droits à protéger: 118, 122.
Urgence: 117, 123, 127, 128, *134*, 185, 187, 192-193, 195, 201, 202, *216*, *217*, *220*, *221*, *229*.
— demandées par le Congo (19 juillet 2000): 114-116.
— demandées par le Congo (17 octobre 2000): 182-203.
— en tant que partie du processus judiciaire pour le règlement des différends: *134*.

MONUC (Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo): 124, 125.

N

Négociations:

— entre la Belgique et le Congo concernant le mandat d'arrêt international: 200-202.

O

Opinion publique: *228.*

Ordonnance du 14 août 1947 relative à l'indépendance de l'Inde (accords internationaux): 20-22.

Primauté du droit international coutumier sur l' — : 22.
Rapport du comité d'experts n° IX sur les relations extérieures visant à examiner les effets de la partition sur les traités: 21, 22, *67, 68.*
Traités dévolus à l'Inde et au Pakistan identifiés par l' — : *69, 70.*

Organisation des Nations Unies:

Admission du Pakistan en qualité de membre de l' — : *64.*

Ouganda (République de l'—):

Requête introductive d'instance déposée par le Congo contre l' — (23 juin 1999): 111.

P

Pakistan (République islamique du —):

Admission du — à la Conférence internationale de télécommunications (1957): *65-66.*
Droits du — aux termes du traité de paix de 1951 avec le Japon: *66-67.*
Griefs du — contre l'Inde (République de): 17.
— en tant que nouvel Etat: *64, 65.*
Question de l'adhésion du — à l'Acte général de 1928 pour le règlement pacifique des différends: 19-22, *44, 49.*
Requête introductive d'instance déposée par le — contre l'Inde (21 septembre 1999): 15, 17, *61.*
Voir aussi *Accord de Simla du 2 juillet 1972 entre le Pakistan et l'Inde; Déclaration de Lahore du 21 février 1999; Incident aérien du 10 août 1999; Succession de l'Inde et du Pakistan à l'Inde britannique.*

Pays-Bas (Royaume des —):

Exceptions préliminaires soulevées par le — : 164, 165.

Pièces de procédure écrite:

Voir *Procédure.*

Portugal:

Exceptions préliminaires soulevées par le — : 149, 150.

Pratique des Etats:

— en matière de réserves à l'acceptation de la juridiction obligatoire: 30.

Président de la Cour internationale de Justice: 173, 176, 186.

Pouvoirs du — en matière de mesures conservatoires: 114, 116.

Réunion avec les agents/représentants des parties: 16, 235, 236.
Voir aussi *Vice-président de la Cour internationale de Justice*.

Principes généraux de droit international: 112.

Voir aussi *Estoppel*.

Procédure:

Pièces de procédure écrite: 17, *61-63*, 236.

Accès du public aux —: 16.

Procédure orale: 16, 26-29, *62*, *63*, 92, 116-123, 186-202.
Voir aussi *Mémoire*.

Procédure orale:

Voir *Procédure*.

Protection diplomatique:

Distinction entre la — et les tentatives de sanction des violations de droit international: 187.

Protocole de 1924 pour le règlement pacifique des différends: *38*, *39*.

R

Rébellion en tant que problème interne: 112.

Recevabilité: *131*, *132*.

Décision relative aux différentes mesures conservatoires demandées: 202.
Voir aussi *Compétence de la Cour internationale de Justice*; *Différend juridique*.

Règlement de la Cour internationale de Justice: 126, *131*, *132*.

Article 31: 16, 140, 143, 149, 152, 155, 158, 161, 164, 167, 170.
Article 38, paragraphe 2: 199, *212-214*.
paragraphe 4: 185.
Article 42: 114, 185.
Article 44: 140, 143, 173, 235.
Article 44, paragraphe 3: 108, 109, 137, 146, 176, 177, 179, 180.
paragraphe 4: 137, 146, 176, 179.
Article 45, paragraphe 1: 235.
Article 46, paragraphe 1: 173.
Article 53, paragraphe 2: 16.
Article 73: 111, 114, 182.
Article 73, paragraphe 2: 116, 185.
paragraphe 3: 116.
Article 74: 111, 114, 182.
Article 74, paragraphe 3: 186.
paragraphe 4: 114, 116.
Article 75: 111, 114, 115, *219*.

Article 75, paragraphe 1: 127, 194.
paragraphe 2: 128, 194.
Article 79: 149, 152, 155, 158, 161, 164, 167, 170, 186.
Article 79, paragraphe 3: 149, 152, 155, 158, 161, 164, 167, 170.

Règlement pacifique des différends internationaux:

Droit des parties de choisir leur mode de — : 33.
Mainlevée d'un mandat d'arrêt international en tant que contribution au — : 195.
Obligation aux termes de la Charte des Nations Unies: 33, *47*.
Rappel aux parties par la Cour de leur obligation de parvenir à un — : 34, *46*, *48*, *210*.
— fondé sur le droit international: *48*.
Voir aussi *Acte général de 1928 pour le règlement pacifique des différends internationaux*; *Bonne foi*; *Conseil de sécurité*; *Cour internationale de Justice*; *Négociations*; *Protocole de 1924 pour le règlement pacifique des différends internationaux*; *Tribunaux arbitraux*.

Règles de procédure:

Accord des parties sur les — : 16.

Relations diplomatiques:

Admission des représentants des Etats soumise au consentement de l'Etat hôte: 192.
Droit des représentants des Etats de voyager: *224*.
Voir aussi *Immunité de juridiction du représentant d'un Etat*; *Mandat d'arrêt contre le ministre des affaires étrangères d'un Etat tiers pour des violations du droit international humanitaire*.

Représentation d'un Etat devant la Cour: *132*, *133*.

Requête introductive d'instance:

Communication de la — à la partie adverse: 15, 114.
Notification de la — à tous les Etats admis à ester devant la Cour: 15, 114, 185, 186.
— déposée par:
le Congo contre la Belgique (17 octobre 2000): 182-188.
le Congo contre le Burundi (23 juin 1999): 176.
le Congo contre le Rwanda (23 juin 1999): 179.
le Congo contre l'Ouganda (23 juin 1999): 111.
le Pakistan contre l'Inde (21 septembre 1999): 15, 17, *61*, *99*.
— valant acceptation de la juridiction de la Cour: 183.
Version bilingue de la — : 185.

«Réserve Commonwealth»:

Voir *Réserves à la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour*.

Réserves à la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour:

Admissibilité des — comme moyen d'encourager les Etats à accepter la juridiction obligatoire de la Cour: *38-40*.

Caducité des — : 26-28, 30, 31, *50*, *51*, *59*.
Condition de réciprocité : 26.
Devoir de la Cour d'évaluer objectivement la validité des — : *51-53*.
Divisibilité des — : 28, *53-59*, *83-85*.
Droit des Etats de formuler des — en ce qui concerne l'étendue de sa compétence : 29-31, *51*.
Interprétation des — :
«Manière raisonnable et naturelle» : 30, 31.
Intention des parties comme facteur déterminant : *55*, *56*.
Pratique des Etats concernant les — : 30.
«Réserve Commonwealth» :
Déclaration de l'Inde de 1959 : *50-51*.
Déclaration de l'Inde du 15 septembre 1974 : 15, 17, 23, 25-32, *51-53*, *55-59*, *82-85*.
Déclaration de l'Inde du 19 septembre 1929 : *40*, *43*.
Réserve relative aux traités multilatéraux (déclaration de l'Inde du 15 septembre 1974) : 16, 17, 25, 28, 29, *49*, *50*.
— discriminatoires : 27, 30, *50-53*, *77*.
— en cas d'accord pour recourir à un autre mode de règlement pacifique (Belgique) : 195, 200.
— extra-statutaires excédant les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 36 du Statut : 26-28, 29-30, *51*, *92-96*.
— ne portant pas atteinte à la base essentielle du consentement : 26.
— *ratione materiae* : 52, 55.
— *ratione personae* : 27-28, 30, 31, *50-53*.
— *ratione temporis* : *52*.

Résolutions du Conseil de sécurité :

Résolution 827 du 25 mai 1993 : 184.
Résolution 955 du 8 novembre 1994 : 184.
Résolution 1234 du 10 décembre 1999 : 193, *205*.
Résolution 1291 du 24 février 2000 : 188, 193, *205*.
Résolution 1304 du 16 juillet 2000 : 119, 122-128, *134*.

Responsabilité :

Voir *Responsabilité des Etats*.

Responsabilité des Etats :

— en cas de violation d'obligations prévues par la Charte des Nations Unies, le droit international coutumier et les traités mentionnés dans la requête : 17.
— en l'absence d'une juridiction compétente pour connaître des différends relatifs à des violations : 33, 34.

Restitution des biens :

— pris au Congo par l'Ouganda : 114.

Rétroactivité de la législation : 194.

Royaume-Uni (de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) :

Exceptions préliminaires soulevées par le — : 170, 171.

Rwanda (République du —):

Requête introductive d'instance déposée par le Congo contre la — (23 juin 1999): 179.

S

Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies:

Communication par le — des réserves relatives aux traités multilatéraux: *87*.
Evaluation des dommages par le — aux fins de l'indemnisation: 125.
Notification par le — de la dénonciation de l'Acte général de 1928: 25.
Transmission par le — de la requête introductive d'instance déposée à la Cour: 114.

Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies:

Opinion du — sur la succession d'Etats concernant l'Inde britannique: *64*, *65*.

Société des Nations:

Résolutions encourageant l'acceptation de la juridiction obligatoire: *38-40*, *42*.

Sources du droit international:

Voir *Principes généraux de droit*.

Souveraineté:

Menace à la — du Congo: 112, 127, *226*.
Voir aussi *Mandat d'arrêt contre le ministre des affaires étrangères d'un Etat tiers pour violations du droit international humanitaire*.

Statut de la Cour internationale de Justice: 126.

Article 31, paragraphe 3: 16, 186.
Article 36, paragraphe 1: 15, 18, 32.
paragraphe 2: 15, 18, 25, 27, 30, 32, 123, *131*, *132*, 198-200, *205-207*.
paragraphe 3: 26, 29.
paragraphe 4: 199.
paragraphe 6: 28.
Article 37: 18, 25.
Article 38, paragraphe 1 *c)*: *54*.
Article 40, paragraphe 2: 15, 185.
paragraphe 3: 15, 114, 185.
Article 41: 111, 114, 116, 117, 121, 127, 128, 182, *202*, *219*, *227*.
Article 41, paragraphe 1: 185.
Article 48: 108, 111, 137, 140, 143, 146, 149, 152, 155, 158, 161, 164, 167, 170, 173, 176, 179, 182, 235.
Article 59: *134*.
Travaux préparatoires: 30.

Statut de la Cour permanente de Justice internationale:

Article 36, paragraphe 2: *37*.
Article 37: 212.

Succession de l'Inde et du Pakistan à l'Inde britannique: 19, *64-72*.

Admission du Pakistan à la Conférence internationale de télécommunications (1947) et — : *65, 66*.
Effet de l'*Indian Independence Act* de 1947 sur la — : *64*.
Opinion du secrétariat de l'Organisation des Nations Unies sur la question de la — dans le cadre de l'appartenance aux Nations Unies : *64, 65*.
Pertinence du traité de paix avec le Japon (1951) dans le cadre de la — : *66, 67*.
Voir aussi *Ordonnance du 14 août 1947 relative à l'indépendance de l'Inde (accords internationaux)*.

Succession d'Etats en matière de traités:

Défaut d'examen par la Cour de la — : *49*.
Droit international coutumier relatif à la — : 20.
Jurisprudence des juridictions pakistanaises en matière de — : *70-72*.
Nécessité de notifier la — : 20.
Voir aussi *Succession de l'Inde et du Pakistan à l'Inde britannique*.

T

Traité de paix de 1951 avec le Japon:

Droits du Pakistan aux termes du — en sa qualité de successeur de l'Inde britannique : *66, 67*.

Traités:

Dénonciation de — : 22-25, *49, 85-88*.
Divisibilité des — : *54-59, 84, 85*.
Droit des — : *54*.
Voir aussi *Liste des traités et autres instruments internationaux*, *Succession d'Etats en matière de traités*.

Tribunaux arbitraux:

— aux fins du règlement de différends frontaliers consécutifs à la partition de l'Inde : *73-75*.

V

Vice-président de la Cour internationale de Justice:

Réunion avec les agents des parties : 149, 152, 155, 158, 161, 164, 167, 170.
Voir aussi *Président de la Cour internationale de Justice*.

Annexe 1

LISTE DES TRAITÉS, CONVENTIONS ET DÉCLARATIONS CITÉS

Accord de cessez-le-feu de Lusaka: 120-123, 125, 127.

Accord de désengagement de Kampala du 8 avril 2000: 120, 124.

Accord de Simla du 2 juillet 1972 entre le Pakistan et l'Inde: 22, 28, 33, 34, *47*, *77*, *78*.

Article 1: 31, 33, 76.

Accord du 8 août 1945 concernant la poursuite et le châtiment des grands criminels de guerre (accord de Londres) et Charte du Tribunal militaire international (statut du Tribunal de Nuremberg): *231*.

Accord du 23 juin 1948 entre l'Inde et le Pakistan sur les services aériens:

Article IX: *73*.

Accord du 23 octobre 1959 entre l'Inde et le Pakistan pour le règlement des différends frontaliers: *74*.

Accord du 11 janvier 1960 entre l'Inde et le Pakistan pour le règlement du différend relatif aux eaux de l'Indus: *74*.

Acte général du 26 septembre 1928 pour le règlement pacifique des différends: 18-20, *40-44*, *70-72*, *76*, *77*.

Article 6: 19.
Article 7: 19.
Article 9: 19.
Article 17: 18, 22, *36*, *41*, *89*, *90*.
Article 39: *41*, *89*, *90*.
Article 41: *90*.
Article 43-47: 19.
Article 45: 22, 23, *49*.

Charte de l'Organisation de l'unité africaine (27 mai 1963):

Articles 3 et suiv.: 112.

Charte des Nations Unies (26 juin 1945): 28.

Chapitre I:

Article 1, paragraphe 1: 32, *77*, *97*, *98*, *205*, *206*.
Article 2, paragraphe 1: 183.
paragraphe 2: 33, *47*, *97*, *103*.
paragraphe 3: 32, *97-99*.
paragraphe 4: 32, 112, 113.

Chapitre II, article 4, paragraphe 2: *100*.

Chapitre VI

Article 33: 32, 33, *47*, 97.
Article 36, paragraphe 3: 32, 97.

Chapitre VII: 121, 124.

Article 51: 122.

Chapitre XIV:

Article 92: 32, 95, 98.
Article 94: *134*.

Compromis du 31 mai 1997 entre l'Indonésie et la Malaisie: 173.

Article 3, paragraphe 2 *c)*: 173, 174.

Convention de Chicago du 7 décembre 1944 sur l'aviation civile internationale: *74*, *75*, 113.

Convention de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et le Royaume de Yougoslavie (25 mars 1930): *211*, *212*.

Convention de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre les Pays-Bas et le Royaume de Yougoslavie (11 mars 1931):

Article 4: *212*, *213*.

Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne (convention de Genève I):

Article 49: 189, *231*.

Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer (convention de Genève II):

Article 150: 189, *231*.

Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre (convention de Genève III):

Article 129: 189, *231*.

Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (convention de Genève IV):

Article 146: 189, *231*.

Conventions de Genève du 12 août 1949 relatives à la protection des victimes des conflits armés internationaux: 112, 113.

Voir aussi *Protocoles du 8 juin 1977 additionnels aux conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés internationaux*.

Convention de La Haye du 16 décembre 1970 pour la répression de la capture illicite d'aéronefs: 113.

Article 7: *231*.

Convention de Montréal du 23 septembre 1971 pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile: 112, 113.

Article 7: *231.*

Convention de New York du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants: 112.

Article 7: *231.*

Convention de New York du 26 novembre 1968 sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité: *232.*

Convention de New York du 14 décembre 1973 sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques:

Article 7: *231*

Convention de New York du 12 janvier 1998 pour la répression des attentats terroristes à la bombe:

Article 8: *231.*

Convention de Palerme du 12 décembre 2000 contre la criminalité transnationale: *231.*

Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques:

Article 41, paragraphe 2: 183.
Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, article 1: *205.*

Convention de Vienne du 23 mai 1969 sur le droit des traités:

Article 7, paragraphe 2 *c)*: 194.
Article 44: *54, 57, 84, 85.*
Article 44, paragraphe 3: *57, 58.*
paragraphe 3 *c)*: *58.*

Convention de Vienne du 23 août 1978 sur la succession d'Etats en matière de traités: *213.*

Article 8: 22.
Article 17: 20.
Article 20: 20.

Convention de Vienne du 21 mars 1986 sur le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales:

Article 44: *54.*

Convention du 9 décembre 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide: *75, 231*

Article 4: *231.*

Convention du 10 décembre 1982 sur le droit de la mer: *59.*

Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (4 novembre 1950): 194.

Convention européenne du 25 janvier 1974 sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre: *232.*

Convention européenne du 27 janvier 1977 pour la répression du terrorisme:

Article 7: *231.*

Convention interaméricaine du 12 septembre 1985 pour la prévention et la répression de la torture: *231.*

Déclaration universelle des droits de l'homme (1948): 112.

Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques: 112, 194.

Protocoles du 8 juin 1977 additionnels aux conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés internationaux: 112, 113, *231.*

Article 56: 113.
Voir aussi *Conventions de Genève du 12 août 1949 relatives à la protection des victimes des conflits armés internationaux.*

Statut de Rome de la Cour pénale internationale (1998): *231.*

Article 11: *230.*
Article 17: *230.*

Annexe 2

LISTE DES OUVRAGES, ARTICLES ET DOCUMENTS CITÉS[1]

AIYAR, A. N., *Constitutional Laws of India and Pakistan*, 1947: *64*.

ALEXANDROV, S. A., *Reservations in Unilateral Declarations Accepting the Compulsory Jurisdiction of the International Court of Justice*: *50*.

American Journal of International Law, Vol. 51, 1957: *79*.

ANAND, R. P., *Compulsory Jurisdiction of the International Court of Justice*: *73*, *82*, *96*.

—, *Studies in International Adjudication*: *74*, *104*.

BATAVI, A. H., *Liquidation of British Empire [Parliamentary Debates on Indian Independence]*: *80*.

BAXI, U., "Law of Treaties in the Contemporary Practice of India", *Indian Year Book of International Affairs*, 1965: *67*, *70*.

BERNHARD, J. P. J., "The Provisional Measures Procedure of the International Court of Justice through US Staff in Teheran: Fiat Justitia, Pereat Curia", *Virginia Journal of International Law*, Vol. 20, No. 3, 1980: *220*.

BETTATI, M., *Le droit d'ingérence — Mutation de l'ordre international*, 1996: *225*.

BROWNLIE, I., *Principles of Public International Law*, 5th ed.: *78*, *94*.

BULA-BULA, S., «La doctrine d'ingérence humanitaire revisitée», vol. 4, n° 1, mars 1994, vol. 9, n° 3, septembre 1997: *225*.

—, «L'idée d'ingérence à la lumière du Nouvel Ordre Mondial», *Revue africaine de droit international et comparé*, vol. 4, n° 1, mars 1994: *225*.

Canadian Year Book of International Law, 1974: *74*.

CAPOTORTI, F., «L'extinction et la suspension de traités», *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*, 1971, vol. 134: *59*.

CASSESSE, A., «La communauté internationale et le génocide», in *Le droit international au service de la paix, de la justice et du développement. Mélanges Virally*, 1991: *224*.

Codification of International Law, Supplement to the American Journal of International Law, Vol. 29, 1935: *57*.

DE SMITH, S. A., "The United Kingdom and Commonwealth", *Constitutional and Administrative Law*: *78*, *79*, *82*.

ELIAS, T. O., *The Modern Law of Treaties*: *84*.

FITZMAURICE, Sir G., *The Law and Procedure of the International Court of Justice*, Vol. II, 1986: *227*.

H.M. STATIONERY OFFICE, *The Transfer of Power*, Vol. XI, No. 71: *72*.

H.M. THE QUEEN, *Christmas Message, Commonwealth Yearbook*, 1987: *81*.

HOOD PHILLIPS, O., *Constitutional and Administrative Law*, 1967: *80*, *81*.

International Law Association Handbook, *The Effect of Independence on Treaties*, 1965: *69*, *70*.

International Rescue Committee, *Mortality Study Eastern Democratic Republic of Congo*: *222*.

MARTIN, P. M., «Renouveau des mesures conservatoires: les ordonnances récentes de la Cour internationale de Justice», *JDI*, vol. 102, 1975: *220*.

[1] La présente liste est établie sur la seule base des références contenues dans le texte de la langue originale. Pour celles pouvant concerner plus spécifiquement la traduction vers l'autre langue, il convient, au besoin, de se reporter à la page correspondante.

MERRILLS, J. G., *British Year Book of International Law*, 1993: *59*.
O'CONNELL, D. P., *State Succession in Municipal Law and International Law*, Vol. 1: *65*.
ODA, S., "The Compulsory Jurisdiction of the International Court of Justice: A Myth? — A Statistical Analysis of Contentious Cases", *The International and Comparative Law Quarterly*, Vol. 49, 1961: *133*.
POULOSE, T. T., *Succession in International Law*: *67*.
ROSENNE, S., *The Law and Practice of the International Court of Justice, 1920-1996*, Vol. II: *95*.
—, *The Law and Practice of the International Court of Justice, 1920-1996*, Vol. III: *87*.
ROZAKIS, C. L., *The Concept of* Jus Cogens *in the Law of Treaties*, 1976: *57*.
SALKIEWICZ, E. S. A., *Les mesures conservatoires dans la procédure des deux Cours de La Haye*, 1984: *222*.
SCHWARZENBERGER, G., *International Law*, Vol. 1: *68*.
SIMMONDS, K. R., "The Interhandel Case", *The International and Comparative Law Quarterly*, Vol. 10, 1961: *84*.
SINCLAIR, I., *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, 2nd ed.: *58*.
SINGH, N., *The Role and Record of the International Court of Justice*: *98*.
WHITEMAN, M. M., *Digest of International Law*, Vol. 2: *64, 66*.

ENGLISH INDEX[1,2]

A

Abuse of right:

Reservation to declaration accepting compulsory jurisdiction of the Court as: 30, *51*.

Admissibility: *131*, *132*.

Decision on provisional measures distinguished: 202.
See also *Jurisdiction of the International Court of Justice: Legal dispute*.

Aerial Incident of 10 August 1999:

As breach of customary international law: *99-104*.
Facts relating to — as presented by Pakistan: *61-63*.
Pakistani *démarche* requesting compensation for —: *61*, *62*.

Agent:

Appointment of — by Belgium: 186.

Applicable law:

Lusaka Ceasefire Agreement: 122.

Application instituting proceedings:

— as acceptance of the jurisdiction of the Court: 183.
— brought by:

the Congo against Belgium (17 October 2000): 182-188.
the Congo against Burundi (23 June 1999): 176.
the Congo against Rwanda (23 June 1999): 179.
the Congo against Uganda (23 June 1999): 111.
Pakistan against India (21 September 1999): 15, 17, *61*, *99*.

Bilingual version of —: 185.
Communication of the — to the other party: 15, 114.
Notification of — to all States entitled to appear before the Court: 15, 114, 185, 186.

Arbitral tribunals:

— for the settlement of boundary disputes following partition of India: *73-75*.

[1] Italicized page numbers are references to the text of separate or dissenting opinions or declarations.
[2] References to treaties by article are to be found in the Table of Treaties.

Armed activities in the Congo:

Allegation of — by Burundi: 176, 177.
Allegation of — by Rwanda: 179.
Allegation of — by Uganda: 111-135.
Call to respect human rights and provisions of international humanitarian law within the area of conflict: 129.
Facts as presented by Uganda: 119-121.
Security Council's call for international investigation into —: 125, 188.
See also *Congo (Democratic Republic of the —); Provisional measures.*

Arrest warrant against Minister of Foreign Affairs of third country for violations of international humanitarian law: 183-233.

— as breach of right of representative of State to immunity from jurisdiction: 201.
— as interference with sovereign authority: 187, 188, *209, 210, 216, 217, 223, 226.*
Execution of — dependent on willingness of requested State: 191, *229.*
Legality under international law: *224.*
Negotiations relating to —: 200.
Official invitation as waiver of right to enforce —: 190.

B

Belgium:

Application filed by the Congo instituting proceedings against — (17 October 2000): 182-188.
Code of Criminal Procedure: 186, 187.
Declaration accepting compulsory jurisdiction of the International Court of Justice:

See *Declaration(s) accepting compulsory jurisdiction of the Court.*

Extraterritorial legislation: 183, 184.
Law of 16 June 1993 as amended by Law of 10 February 1999 (punishment of serious violations of international law): 183.

Article 5 (2): 183.
Article 7: 89, 183, 184, 186, 187.
— as means of compliance with international obligations: 189.
Retroactive effect of —: 194.

Preliminary objections raised by —: 149, 150.
Universal jurisdiction: 183, 184, 188, 189.

Boundary disputes following partition of India:

Submission to arbitral tribunals: *73-75.*
Whether — international in character: *72, 73.*

British Commonwealth:

"Commonwealth reservation": 15, 17, 25-32, *40, 43, 44, 50-53, 55-59, 82-85.*
Definition of —: *78, 79, 81, 82.*
Settlement of disputes within —: 26, 27, *79, 80.*

British India:

Accession of — to the General Act for the Pacific Settlement of Disputes (1928): 19.
See also *India (Republic of —); Indian Independence (International Arrangements) Order (14 August 1947); Pakistan (Islamic Republic of); State succession of India and Pakistan to British India; State succession in respect of treaties.*

Burundi (Republic of —):

Application filed by the Congo instituting proceedings against — (23 June 1999): 176.

C

Canada:

Preliminary objections raised by —: 152, 153.

Claims: 17.

"Commonwealth reservation":

See *Reservations to declaration(s) accepting compulsory jurisdiction of the Court.*

Compensation for unlawful acts:

Request for — by the Congo: 114.

***Compétence de la compétence*: *52*.**

Compliance with:

— Charter of the Organization for African Unity: 129.
— Lusaka Ceasefire Agreement: 125.
— obligations under international law: 129.
— provisional measures: *132*.
— Security Council resolutions: 129.
— United Nations Charter: 129.

Compulsory jurisdiction:

League of Nations' encouragement to accept —: *38-40, 42*.
See also *Declaration(s) accepting compulsory jurisdiction of the Court.*

Congo (Democratic Republic of the —):

Application filed by — instituting proceedings against Uganda (23 June 1999): 111.
National Dialogue process: 125.
Rebellion in — as internal matter: 112.
Seizure by Uganda of Inga hydroelectric dam: 113.
Shooting down of Congo Airlines plane: 113.
See also *Human rights; International humanitarian law; Lusaka Ceasefire*

Agreement; MONUC (United Nations Organization Mission in the Democratic Republic of the Congo): *Provisional measures.*

Counter-Memorial: 109.

Request for — dealing exclusively with jurisdiction of Court: 16.

Crimes against humanity:

See *Universal jurisdiction.*

Customary international law: 17.

Aerial incident of 10 August 1999 as breach of —: *99-104.*
Codification of —: 20, 22.
Effect of multilateral treaty reservation on claim based on —: 28, 29, *49, 50, 99-104.*
Precedence of — over Indian Independence (International Arrangements) Order (14 August 1947): 22.
State succession to treaties under —: 20.
Universal jurisdiction under —: 184, 189, *231.*
Whether Conventions providing for universal jurisdiction part of —: 184.

D

Damage, measure of: *223, 224.*

Decisions of the European Court of Human Rights:

Belios v. *Switzerland* (1988), ECHR Series A, No. 132: *85.*
Loizidou v. *Turkey* (1995), ECHR Series A, No. 310: *85.*

Decisions of municipal courts:

Harakchand v. *Union of India*, AIR 1970 SCR 1453 (V 57C 308): *84.*
Land Customs (Khyber Agency) v. *Zewar Khan*, PLD 1969, SC 485: *71.*
Messrs. Yangtze (London) Ltd. v. *Barlas Brothers*, PLD 1961, SC 573: *70.*
Re *Cape Breton* (1846), 5 Moo. P.C. 259: *79.*
Re *Labrador Boundary Dispute* (1927) 137 LT 187: *79.*
RMDC v. *India*, 1957 SCR 930: *84.*
R. M. D. Chambarbaugwalla v. *Union of India*, 1957 SCR 950: *54, 55.*

Decisions of the International Court of Justice:

Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. *Turkey), Judgment, I.C.J. Reports 1978*: 23.
Anglo-Iranian Oil Co., Preliminary Objection, Judgment, I.C.J. Reports 1952: 30.
Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council, Judgment, I.C.J. Reports 1972: *75, 88, 90.*
Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, Provisional Measures, Order of 13 September 1993, I.C.J. Reports 1993: *97*, 118, 126, *222.*
Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. *Burundi), Provisional Measures, Order of 1 July 2000, I.C.J. Reports 2000*: *221.*

Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. *Rwanda), Provisional Measures, Order of 1 July 2000, I.C.J. Reports 2000*: *221*.

Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. *Uganda), Provisional Measures, Order of 1 July 2000, I.C.J. Reports 2000*: *221*, *222*, *226*.

Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. *Honduras), Jurisdiction and Admissibility, Judgment, I.C.J. Reports 1988*: 197.

Certain Norwegian Loans, Judgment, I.C.J. Reports 1957: 24, 31, *53*, *94*, *96*, *97*.

Separate opinion of Judge Lauterpacht: *56*, *83*.

Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. *Australia), Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1992*: *83*, *94*.

Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. *Australia), I.C.J. Reports 1992*:

Dissenting opinion of Judge Ago: *50*.

Fisheries Jurisdiction (Spain v. *Canada), Jurisdiction of the Court, Judgment, I.C.J. Reports 1998*: 30, 33, 34, *53*, *93*.

Dissenting opinion of Judge *ad hoc* Torres Bernárdez: *103*.
Dissenting opinion of Judge Bedjaoui: *85*, *102*.
Dissenting opinion of Judge Vereshchetin: *101*.
Dissenting opinion of Judge Weeramantry: *100*.

Frontier Dispute (Burkina Faso v. *Republic of Mali), I.C.J. Reports 1986*: 33, 118.

Interhandel, Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1959: *53*.

Dissenting opinion of Judge Klaestad: *83*.

LaGrand case *(Germany* v. *United States of America), Order of 3 March 1999, I.C.J. Reports 1999*: 220, *222*, *223*.

Declaration of Judge Oda: *223*.

Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria, Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1998: *90*, 118.

Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria, Provisional Measures, Order of 15 March 1996, I.C.J. Reports 1996: 128, *134*.

Legality of Use of Force (Yugoslavia v. *Belgium), Provisional Measures, Order of 2 June 1999, I.C.J. Reports 1999*: 199, *212*.

Legality of Use of Force (Yugoslavia v. *Netherlands), Provisional Measures, Order of 2 June 1999, I.C.J. Reports 1999*: *213*.

Legality of Use of Force (Yugoslavia v. *Spain), Provisional Measures, Order of 2 June 1999, I.C.J. Reports 1999*: 197, 199, 200.

Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen, Judgment, I.C.J. Reports 1993:

Separate opinion of Judge Weeramantry: *97*.

Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. *United States of America), Jurisdiction and Admissibility, Judgment, I.C.J. Reports 1984*: 29, *50*, *53*, *94*, *96*, *100*, 118, 126, *226*.

Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. *United States of America), Merits, Judgment, I.C.J. Reports 1986*: 199.

Monetary Gold Removed from Rome in 1943, I.C.J. Reports 1954: 122.

Nuclear Tests (Australia v. *France), I.C.J. Pleadings*, Vol. II: 23.

Nuclear Tests (Australia v. *France), Interim Measures, Order of 22 June 1973, I.C.J. Reports 1973*: *222*.
Nuclear Tests (Australia v. *France), Judgment, I.C.J. Reports 1974*:
Joint dissenting opinion of Judges Onyeama, Dillard, Jiménez de Aréchaga, Sir Humphrey Waldock: 19, *86*, *88*, *90*.
Passage through the Great Belt (Finland v. *Denmark), I.C.J. Reports 1991*: 33.
Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. *United States of America), Preliminary Objection, Judgment, I.C.J. Reports 1998*: 197.
Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. *United States of America), Provisional Measures, Order of 14 April 1992, I.C.J. Reports 1992*: 121, 127.
Declaration of Judge Ni: *98*.
Dissenting opinion of Judge *ad hoc* Ajibola: *98*, *227*.
Dissenting opinion of Judge Bedjaoui: *226*, *228*.
Dissenting opinion of Judge El-Kosheri: *223*, *226*.
Separate opinion of Judge Lachs: *46*, *100*.
Temple of Preah Vihear, I.C.J. Reports 1962:
Separate opinion of Judge Alfaro: *78*.
Separate opinion of Judge Fitzmaurice: *78*.
Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. *India), I.C.J. Pleadings*: 23, *65*, *67-69*, *71*, *75-77*, *82*, *86*, *87*.
United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran, Provisional Measures, Order of 15 December 1979, I.C.J. Reports 1979: *134*, 188, *222*.
Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. *United States of America), Provisional Measures, Order of 3 March 1999, I.C.J. Reports 1998*: *222*, *223*.

Decisions of the Permanent Court of International Justice:

Electricity Company of Sofia and Bulgaria, Judgment, 1939, P.C.I.J., Series A/B, No. 79: *210*.
Factory at Chorzów, Order of 21 November 1927, P.C.I.J., Series A, No. 12: 193.
Free Zones of Upper Savoy and the District of Gex, Order of 19 August 1929, P.C.I.J., Series A, No. 22: 33.
"Lotus" (France/Turkey), 7 September 1927, P.C.I.J., Series A, No. 10: *233*.
Phosphates in Morocco, Judgment, 1938, P.C.I.J., Series A/B, No. 74: 29.

Declaration(s) accepting compulsory jurisdiction of the Court:

— of Belgium (3 April 1958): 194, 198.
— of the Congo (8 February 1989): 118, 119, 194, 198, 199.
— of India (15 September 1974): 15, 16, 25.
— of Pakistan (13 September 1960): 25.
— of Uganda: 118, 119, 123.
— under the Statute of the Permanent Court of International Justice: *37-44*.
Facultative nature of —: 96.
Good faith in making —: *132*.

Presumption that — within knowledge of parties: 199, 200, *214*.
Reciprocity requirement: 123.
Unilateral nature of —: *53*, *96*.
See also *Reservations to declaration(s) accepting compulsory jurisdiction of the Court*.

Denial of justice: *228*.

Diplomatic protection:

— distinguished from attempt to remedy breach of international law: 187.

Diplomatic relations:

Admission of representative of State dependent on consent of receiving State: 192.
Right of representative of State to travel: *224*.
See also *Arrest warrant against Minister of Foreign Affairs of third country for violations of international humanitarian law; Immunity from jurisdiction of representative of a State*.

Dispute:

— concerning alleged acts of armed aggression: 111.
Provisional measures Order as part of judicial process for settlement of —: *134*.
See also *Legal dispute; Peaceful settlement of international disputes*.

E

Estoppel: 26, 28, 31, 32.

— as general principle of international law: *78*.
India's conduct and the doctrine of —: *72-78*.

Extraterritorial jurisdiction:

See *Jurisdiction; Universal jurisdiction*.

Extraterritorial legislation: 183, 184.

F

France:

Preliminary objections raised by —: 155, 156.

G

General Act for the Pacific Settlement of Disputes (1928):

Accession to — by British India: 19.
Communication to the United Nations Secretary-General by India dated 18 September 1974: 20, 22-25, *49*, *85-88*.

Drafting of —: *40*, *41*.
Effective date of denunciation of —: 25.
— as basis of jurisdiction of the International Court of Justice: 19, *44*.
— as basis of jurisdiction of the Permanent Court of International Justice: 18, *44*.
Notification of denunciation requirement under Article 45 of —: 25, *49*.
Notification of denunciation to member States of the United Nations: 25.
Political character of —: 19, 20.
Relationship of — with optional clause: *41-44*.
Reservations to the —: *43*, *44*, *50-53*, *82-85*, *88-90*.
Revision of the — (1949): *44*.
State succession and —: 19-22.
Whether — in force following demise of League of Nations and Permanent Court of International Justice: 18-20, 23, 24, *49*.
Whether — a "peaceful means already agreed upon" for purposes of Simla Agreement between Pakistan and India (1972): 22, 23.

General Assembly of the United Nations:

Resolution 3314 (XXIX) of 14 December 1974: 113.

General international law:

See *Customary international law*.

General principles of international law: 112.

See also *Estoppel*.

Genocide:

See *Universal jurisdiction*.

Germany:

Preliminary objections raised by —: 158, 159.

Good faith:

Acceptance of compulsory jurisdiction of Court in —: *132*.
"Commonwealth reservation" and —: 26, *85*, *97*.
Obligation to settle disputes in —: 33, 34, *47*, *106*, 193, 202, *210*.
Reservations to acceptance of compulsory jurisdiction and —: *96*.

Great Lakes:

Call for international conference under auspices of the United Nations and the Organization of African Unity: 126.
Threat to peace and security in —: 113.

H

Head of State:

Assimilation of Foreign Minister to —: 193, 194.

Human rights:

Violations in the Congo: 112, 125, 127-129, *134*.

Humanitarian law:

See *International humanitarian law*.

I

Immunity from jurisdiction of representative of a State: 191, 201.

— in case of universal jurisdiction: 189.

See also *Arrest warrant against Minister of Foreign Affairs of third country for violations of international humanitarian law; Diplomatic relations; Universal jurisdiction*.

Inclusio unius est exclusio alterius: *51*.

India (Republic of —):

Application filed by Pakistan instituting proceedings against — (21 September 1999): 15, 17, *61*.

Preliminary objections raised by —: 15.

Reservations to declaration accepting compulsory jurisdiction of the International Court of Justice:

See *Declaration(s) accepting compulsory jurisdiction of the Court*.

See also *Aerial Incident of 10 August 1999; Application instituting proceedings; Lahore Declaration (21 February 1999); Simla Accord between Pakistan and India (2 July 1972); State succession of India and Pakistan to British India*.

Indian Independence Act 1947: *64*.

Indian Independence (International Arrangements) Order (14 August 1947): 20-22.

Precedence of customary international law over —: 22.

Report of Expert Committee No. IX on Foreign Relations on effect of partition on treaties: 21, 22, *67*, *68*.

Treaties identified under — as devolving upon India and Pakistan: *69*, *70*.

Interim measures:

See *Provisional measures*.

International Committee of the Red Cross:

Mandate in the Congo: 126.

International Court of Justice:

British Government's decision not to refer to — boundary disputes arising from partition of India: *72*, *73*.

Compromise decision of —: *219*.

Effect of non-compliance on dignity of — : *132*.
— as integral part of United Nations system: *46*.
— as principal judicial organ of the United Nations: *48*, *134*.
— as successor to the Permanent Court of International Justice: 18.
Right of — to act *proprio motu*: 119, 127, 193, *219*.
See also *Jurisdiction of the International Court of Justice*; *Representation of State before the Court*; *Security Council*.

International criminal law:

Responsibility of States for implementing and enforcing — : *229-233*.
Statutory limitation: *231*.
See also *Jurisdiction*; *Universal jurisdiction*.

International criminal tribunals: *230*.

International customary law:

See *Customary international law*.

International humanitarian law:

Violation of — in the Congo: 112, 125, 127-129, *134*.
See also *Universal jurisdiction*.

International law:

Application by national courts: *232*, *233*.
— as basis for peaceful settlement of disputes: *48*.

International Law Commission:

Commentary on the Vienna Convention on the Law of Treaties (1969): *58*.

International Telecommunication Conference (1957):

Admission to — of Pakistan: *65*, *66*.

Interpretation:

See *Declaration(s) accepting compulsory jurisdiction of the Court*; *Treaty interpretation*.

Islamic law:

Separability under — (*Ma La Udraku kulluh La Utraku Julloh* principle): *57*.

Italy:

Preliminary objections raised by — : 161, 162.

J

Judge *ad hoc*:

Right to choose a — : 16, 186.

Judicial intervention: *225.*

Jurisdiction:

Aut dedere aut judicare: 231.
Institution of proceedings in third States by victims of international core crimes: *232.*
Primacy of — of international tribunals: 184, 185.
Protective principle: 187, *216.*
Territorial —: 187, *216.*
See also *Immunity from jurisdiction of representative of a State; International criminal law; Universal jurisdiction.*

Jurisdiction of the International Court of Justice: 15-34.

Bases of the —: 15, 32.

Application instituting proceedings as —: 183.
Failure to state basis of — at time of Application: 15, 191, 194, 195, 199, 200, *205, 211-215, 219.*

Caution/restraint in determining —: *104, 105.*
Consensual nature of —: *104, 132.*
Court's freedom to determine challenge to — on basis of more direct and conclusive ground: 24.
Dependence of — on acceptance by parties: 29, *45, 46.*
Judgment declining — as reflection of consensual system of rendering justice: *46.*
Preliminary issue of —: 16.
Prima facie —: 118, 119, 121, 123, 191, 200, *219, 227, 228.*
See also *Declaration(s) accepting compulsory jurisdiction of the Court; General Act for the Pacific Settlement of International Disputes (1928); Justiciability; Legal dispute; Simla Accord between Pakistan and India (2 July 1972); Statute of the International Court of Justice: Article 37; United Nations Charter.*

Justiciability:

Definition of —: *45.*
— distinguished from jurisdiction: *45, 48.*

L

Lahore Declaration (21 February 1999): 34, *47, 77, 78.*

See also *Simla Accord between Pakistan and India (2 July 1972).*

Law of treaties:

See *Treaties and the Vienna Conventions of 1969, 1978 and 1986 in the* Table of Treaties, Conventions and Declarations Cited.

League of Nations:

Resolutions encouraging acceptance of compulsory jurisdiction: *38-40, 42.*

Legal certainty: *233.*

Legal dispute:

Existence of: *131, 204-207.*

— to be determined before decision on jurisdiction: *207.*

Indication of provisional measures dependent on existence of — and requirements of urgency: *209.*

Unilateral allegations of: *131.*

Legislation:

Separability of: *54, 55, 84.*

Lusaka Ceasefire Agreement: 120-123, 125, 127.

— as applicable law: 122.

Call for compliance with —: 125.

M

Memorial:

— of India in respect of jurisdiction of the Court: 18-23.

— of Pakistan in respect of jurisdiction of the Court: 18-23, 25, 26.

Request for — dealing exclusively with jurisdiction of the Court: 16.

MONUC (United Nations Organization Mission in the Democratic Republic of the Congo): 124, 125.

N

Negotiations:

— between Belgium and the Congo in relation to international arrest warrant: 200-202.

Netherlands (Kingdom of the —):

Preliminary objections raised by —: 164, 165.

O

Optional clause:

See *Declaration(s) accepting compulsory jurisdiction of the Court.*

Oral proceedings:

See *Proceedings.*

P

Pakistan (Islamic Republic of —):

Admission of — to International Telecommunications Conference (1957): *65, 66.*

Application filed by — instituting proceedings against India (21 September 1999): 15, 17, *61*.
Claims against India (Republic of): 17.
— as new State: *64*, *65*.
Rights of — under the Treaty of Peace with Japan (1951): *66*, *67*.
Whether — party to the General Act for the Pacific Settlement of Disputes (1928): 19-22, *44*, *49*.
See also *Aerial incident of 10 August 1999*; *Lahore Declaration (21 February 1999)*; *Simla Accord between Pakistan and India (2 July 1972)*; *State succession of India and Pakistan to British India*.

Peaceful settlement of international disputes:

Court's reminder to Parties of obligation of —: 34, *46*, *48*, *210*.
Obligation under United Nations Charter: 33, *47*.
Parties' right to choose means of —: 33.
— on the basis of international law: *48*.
Withdrawal of international arrest warrant as contribution to —: 195.
See also *Arbitral tribunals*; *General Act for the Pacific Settlement of Disputes (1928)*; *Good faith*; *International Court of Justice*; *Negotiations*; *Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes (1924)*; *Security Council*.

Permanent Court of International Justice:

See also *General Act for the Pacific Settlement of Disputes (1928)*; *International Court of Justice*.

Personal liberty:

Arrest warrant as violation of —: 190.

Portugal:

Preliminary objections raised by —: 149, 150.

Practice:

See *State practice*.

Preliminary objections:

Suspension of proceedings on the merits: 149, 152, 155, 158, 161, 164, 165, 167, 170.

Preliminary objection(s) raised by:

— Belgium: 149, 150.
— Canada: 152, 153.
— France: 155, 156.
— Germany: 158, 159.
— India: 15.
— Italy: 161, 162.
— Netherlands: 164, 165.
— Portugal: 149, 150.
— United Kingdom: 170, 171.

President of the International Court of Justice: 173, 176, 186.

Exercise of power in respect of provisional measures: 114, 116.
Meeting with Agents/representatives of the Parties: 16, 235, 236.
See also *Vice-President of the International Court of Justice.*

Procedural fairness: 121, 122, 195, 200.

Procedural time-limits:

Extension of —: 108, 109, 137, 146, 147, 173, 174, 176, 177, 179, 180.
— for filing of Rejoinder: 137.
Fixing of —: 16-18, 114, 140, 141, 143, 144, 186, 236.
in Special Agreement: 173, 174.
— for written statement of observations and submissions on preliminary objections: 149, 150, 152, 153, 155, 156, 158, 159, 161, 162, 164, 165, 167, 168, 170, 171.

Procedure:

Parties' agreement to —: 16.

Proceedings:

Oral proceedings: 16, 26-29, *62*, *63*, *92*, 116-123, 186-202.
Written pleadings: 17, *61-63*, 236.
accessibility of — to public: 16.
See also *Memorial.*

Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes (1924): *38*, *39*.

Provisional measures:

Avoidance of prejudice to decision on admissibility: 202.
Avoidance of prejudice to the merits: 127-129, *132*, 193, 201, 202, *204*.
Bonus fumus juris: 216.
Change in circumstances rendering — without object: 195-198, 201, *204*, *209*, *210*, *219*, *224*.
Compliance with —: *132*.
Court's discretion: 117.
Court's power to indicate — other than those requested: 128.
Court's prima facie jurisdiction: 118, 121, 123, 191, 200, *219*, *227*, *228*.
Failure to request — at time of application to institute proceedings: 128.
Observations on —: 116-123, 188-193.
Order indicating provisional measures in respect of armed activities in the Congo: 108-135.
Parallel cases and the effect of a request for the indication of — in one case only: 127.
Power of the Court to indicate —: 116.
Preservation of parties' rights at issue in the dispute: 127-129, 187, 192, 201, *210*, *224-226*.
Prevention of aggravation or extension of dispute: 128, 129, *134*, *135*, 194, 201, *210*.
Prevention of deterioration in relations between parties: 193, 196.

— as part of judicial process for settlement of disputes: *134*.
Request for the indication of — presented by the Congo (17 October 2000): 182-203.
Request for the indication of — presented by the Congo (19 July 2000): 114-116.
Risk of irreparable harm or prejudice: 117, 127, 128, *134*, 185, 187, 192, 195, 201, *204*, *209*, *217*, *222-226*, *229*.
Sufficiency of connection between measures requested and rights to be protected: 118, 122.
Urgency: 117, 123, 127, 128, *134*, 185, 187, 192, 193, 195, 201, 202, *216*, *217*, *220*, *221*, *229*.

Public hearings: 16.

Public opinion: *228*.

R

Rebellion as internal matter: 112.

Registrar of the International Court of Justice:

Communication of the Application instituting proceedings to the other Party: 15, 114.
Notification of date for opening of hearings: 116.
Notification of request for provisional measures to other Party: 185.
Notification of request for provisional measures to United Nations Secretary-General: 116.
Transmittal of a request for the extension of time-limits to the other Party: 109, 137, 146, 177, 180.
Transmittal of a request for the indication of provisional measures: 116.

Reparations: 17, 113.

Assessment of damage as basis for —: 125.
See also *Compensation*.

Representation of State before the Court: *132*, *133*.

Reservations to declaration(s) accepting compulsory jurisdiction of the Court:

Acceptability of — as means to encourage acceptance of compulsory jurisdiction: *38-40*.
"Commonwealth reservation":

Declaration of India of 15 September 1974: 15, 17, 23, 25-32, *51-53*, *55-59*, *82-85*.
Declaration of India of 19 September 1929: *40*, *43*.
Declaration of India (1959): *50*, *51*.

Court's duty to make objective assessment of validity of —: *51-53*.
Discriminatory —: 27, 30, *50-53*, *77*.
Extra-statutory — going beyond provisions of Article 36 (3) of the Statute: 26-30, *51*, *92-96*.

Interpretation of —:
Party's intention as determining factor: *55*, *56*.
in "reasonable and natural way": 30, 31.
Multilateral treaty reservation (Declaration of India of 15 September 1974): 16, 17, 25, 28, 29, *49*, *50*.
Obsolescence of —: 26-28, 30, 31, *50*, *51*, *59*.
Reciprocity requirement: 26.
— in case of agreement to resort to another method of pacific settlement (Belgium): 195, 200.
— not affecting essential basis of consent: 26.
— *ratione materiae*: *52*, *55*.
— *ratione personae*: 27, 28, 30, 31, *50-53*.
— *ratione temporis*: *52*.
Right of States to make — defining parameters of jurisdiction: 29-31, *51*.
Separability of —: 28, *53-59*, *83-85*.
State practice in respect of —: 30.

Responsibility:

See *State responsibility*.

Restitution of property:

— removed from the Congo by Uganda: 114.

Retroactivity of legislation: 194.

Rules of the International Court of Justice: 126, *131*, *132*.

Article 31: 16, 140, 143, 149, 152, 155, 158, 161, 164, 167, 170.
Article 38, paragraph 2: 199, *212-214*.
paragraph 4: 185.
Article 42: 114, 185.
Article 44: 140, 143, 173, 235.
Article 44, paragraph 3: 108, 109, 137, 146, 176, 177, 179, 180.
paragraph 4: 137, 146, 176, 179.
Article 45, paragraph 1: 235.
Article 46, paragraph 1: 173.
Article 53, paragraph 2: 16.
Article 73: 111, 114, 182.
Article 73, paragraph 2: 116, 185.
paragraph 3: 116.
Article 74: 111, 114, 182.
Article 74, paragraph 3: 186.
paragraph 4: 114, 116.
Article 75: 111, 114, 115, *219*.
Article 75, paragraph 1: 127, 194.
paragraph 2: 128, 194.
Article 79: 149, 152, 155, 158, 161, 164, 167, 170, 186.
Article 79, paragraph 3: 149, 152, 155, 158, 161, 164, 167, 170.

Rwanda (Republic of —):

Application filed by the Congo instituting proceedings against — (23 June 1999): 179.

S

Secretary-General of the United Nations:

Assessment by — of damage as basis for reparations: 125.
Communication by — of reservations to multilateral treaties: *87*.
Notification by — of denunciation of General Act (1928): 25.
Transmittal by — of Application instituting proceedings in the Court: 114.

Security Council:

Parallel responsibilities of —: 119, 121, 126, 127, *134*.
Responsibility for the maintenance of international peace and security: *131*, *132*.

Security Council resolutions:

Resolution 827 of 25 May 1993: 184.
Resolution 955 of 8 November 1994: 184.
Resolution 1234 of 10 December 1999: 193, *205*.
Resolution 1291 of 24 February 2000: 188, 193, *205*.
Resolution 1304 of 16 July 2000: 119, 122-128, *134*.

Separability:

See *Reservations to declaration(s) accepting compulsory jurisdiction of the Court; Treaties*.

Simla Accord between Pakistan and India (2 July 1972): 22, 28, 33, 34, *47*, *77*, *78*.

Effect of — on India's reservation to its declaration accepting the compulsory jurisdiction of the Court: 26, 28, 31.
Undertaking in — to respect principles and purposes of Charter in mutual relations: 33.
Undertaking in — to settle disputes by peaceful means: 22, 33, 34, 47.
Whether jurisdiction conferred on Court by —: 33.

Sources of international law:

See *General principles of law*.

Sovereign equality of States:

"Commonwealth reservation" and —: 26.
Universal jurisdiction in relation to —: *216*.

Sovereignty:

Threat to — of the Congo: 112, 127, *226*.
See also *Arrest warrant against Minister of Foreign Affairs of third country for violations of international humanitarian law*.

Special Agreement:

Fixing time-limits (Agreement between Indonesia and Malaysia of 31 May 1997): 173, 174.

State practice:

— in respect of reservations to acceptance of compulsory jurisdiction: 30.

State responsibility:

— for breaches of obligations under the United Nations Charter, customary international law and specified treaties: 17.
— in absence of jurisdiction to deal with disputes relating to breaches: 33, 34.

State succession of India and Pakistan to British India: 19, *64-72*.

Admission of Pakistan to International Telecommunication Conference (1947) and —: *65*, *66*.
Effect on — of Indian Independence Act 1947: *64*.
Relevance to — of Treaty of Peace with Japan (1951): *66*, *67*.
United Nations Secretariat's views on — in relation to membership of United Nations: *64*, *65*.
See also *Indian Independence (International Arrangements) Order (14 August 1947)*.

State succession in respect of treaties:

Court's failure to consider —: *49*.
Customary international law in respect of —: 20.
Jurisprudence of Pakistani courts relating to —: *70-72*.
Need for notification of —: 20.
See also *State succession of India and Pakistan to British India*.

Statute of the International Court of Justice: 126.

Article 31, paragraph 3: 16, 186.
Article 36, paragraph 1: 15, 18, 32.
paragraph 2: 15, 18, 25, 27, 30, 32, 123, *131*, *132*, 198-200, *205-207*.
paragraph 3: 26, 29.
paragraph 4: 199.
paragraph 6: 28.
Article 37: 18, 25.
Article 38, paragraph 1 *(c)*: *54*.
Article 40, paragraph 2: 15, 185.
paragraph 3: 15, 114, 185.
Article 41: 111, 114, 116, 117, 121, 127, 128, 182, 202, *219*, *227*.
Article 41, paragraph 1: 185.
Article 48: 108, 111, 137, 140, 143, 146, 149, 152, 155, 158, 161, 164, 167, 170, 173, 176, 179, 182, 235.
Article 59: *134*.
Travaux préparatoires: 30.

Statute of the Permanent Court of International Justice:

Article 36, paragraph 2: *37*.
Article 37: 212.

Statutory limitation:

International criminal law: *231*.

Submissions:

— on behalf of India: 17, 18.
— on behalf of Pakistan: 17, 18.
— on behalf of the Congo: 113.

T

Territorial integrity of the Congo:

Alleged violation of — by Uganda: 112, 127.

Time-limits:

See *Procedural time-limits.*

Treaties:

Denunciation of —: 22-25, *49*, *85-88*.
Law of —: *54*.
Separability of —: *54-59*, *84*, *85*.
See also *State succession in respect of treaties*; Table of Treaties, Conventions and Declarations Cited.

Treaty interpretation:

Avoidance of unreasonable or absurd —: *96*, *97*.
Spirit and content: *99*.
Ut res magis valeat quam pereat principle of —: *57*.

Treaty of Peace with Japan (1951):

Pakistan's rights under — as successor to British India: *66*, *67*.

U

Uganda (Republic of —):

Application filed by the Congo instituting proceedings against — (23 June 1999): 111.

United Kingdom (of Great Britain and Northern Ireland):

Preliminary objections raised by —: 170, 171.

United Nations:

Pakistan's admission to membership of —: *64*.

United Nations Charter:

Parties' obligation to settle disputes by peaceful means: 33.
— as basis of Court's jurisdiction: 32, *49*, *97-99*.

United Nations Secretariat:

Views of — on State succession in respect of British India: *64*, *65*.

Universal jurisdiction:

Conventions conferring —: 184, 188, 189.
Crimes against humanity: 184, 188, 189.
Customary international law: 184, 189, *231*.
Genocide: 189.
Nationality or residence of victims as nexus: 190.
War crimes: 184.
Whether — requiring presence of accused within forum State: 183, 184, *216*.
See also *Immunity from jurisdiction of representative of a State: Jurisdiction*.

V

Vice-President of the International Court of Justice:

Meeting with Agents of the Parties: 149, 152, 155, 158, 161, 164, 167, 170.
See also *President of the International Court of Justice*.

Vienna Convention on the Law of Treaties (1969):

Implications of — for the status of representative of a State: 194.

Vienna Convention on Succession of States in respect of Treaties (1978):

— as codification of customary international law: 20, 22.

W

War crimes:

See *Universal jurisdiction*.

Written pleadings:

See *Proceedings*.

Annex I

LIST OF TREATIES, CONVENTIONS AND DECLARATIONS CITED

Agreement between India and Pakistan for the Settlement of Border Disputes (23 October 1959): *74*.

Agreement between India and Pakistan for the Settlement of the Indus Water Dispute (11 January 1960): *74*.

Agreement for the Prosecution and Punishment of Major War Criminals (London Agreement) and Charter of the International Military Tribunal (Nuremberg Charter) (8 August 1945): *231*.

Air Services Agreement between India and Pakistan (23 June 1948):

Article IX: *73*.

Charter of the Organization of African Unity (25 May 1963):

Articles 3 ff.: 112.

Charter of the United Nations (26 June 1945): 28.

Chapter I:

Article 1, paragraph 1: 32, *77*, *97*, *98*, *205*, *206*.
Article 2, paragraph 1: 183.
paragraph 2: 33, *47*, *97*, *103*.
paragraph 3: 32, *97-99*.
paragraph 4: 32, 112, 113.

Chapter II, Article 4, paragraph 2: *100*.
Chapter VI:

Article 33: 32, 33, *47*, *97*.
Article 36, paragraph 3: 32, *97*.

Chapter VII: 121, 124.

Article 51: 122.

Chapter XIV:

Article 92: 32, *95*, *98*.
Article 94: *134*.

Chicago Convention on International Civil Aviation (7 December 1944): *74*, *75*, 113.

Convention of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration between Belgium and the Kingdom of Yugoslavia (25 March 1930): *211*, *212*.

Convention of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration between the Netherlands and the Kingdom of Yugoslavia (11 March 1931), Article 4: *212*, *213*.

Convention on the Law of the Sea (10 December 1982): *59*.

Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (9 December 1948): *75, 231.*

Article 4: *231.*

European Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to Crimes against Humanity and War Crimes (25 January 1974): *232.*

European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms (4 November 1950): 194.

European Convention on the Suppression of Terrorism (27 January 1977):

Article 7: *231.*

General Act for the Pacific Settlement of Disputes (26 September 1928): 18-20, *40-44, 70-72, 76, 77.*

Article 6: 19.
Article 7: 19.
Article 9: 19.
Article 17: 18, 22, *36, 41, 89, 90.*
Article 39: *41, 89, 90.*
Article 41: *90.*
Articles 43-47: 19.
Article 45: 22, 23, *49.*

Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded, Sick and Shipwrecked Members of the Armed Forces at Sea (Geneva Convention II) (12 August 1949):

Article 150: 189, *231.*

Geneva Convention for the Amelioration of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field (Geneva Convention I) (12 August 1949):

Article 49: 189, *231.*

Geneva Convention Relative to the Treatment of Prisoners of War (Geneva Convention III) (12 August 1949):

Article 129: 189, *231.*

Geneva Convention Relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War (Geneva Convention IV) (12 August 1949):

Article 146: 189, *231.*

Geneva Conventions Relative to the Protection of the Victims of International Armed Conflict (12 August 1949): 112, 113.

See also *Protocols Additional to the 1949 Geneva Conventions Relative to the Protection of the Victims of International Armed Conflict (8 June 1977).*

Hague Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft (16 December 1970): 113.

Article 7: *231.*

Inter-American Convention to Prevent and Punish Torture (12 September 1985): *231*.

International Covenant on Civil and Political Rights (16 December 1966): 112, 194.

Kampala Disengagement Agreement (8 April 2000): 120, 124.

Lusaka Ceasefire Agreement: 120-123, 125, 127.

Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation (23 September 1971): 112, 113.

Article 7: *231*.

New York Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (10 December 1984): 112.

Article 7: *231*.

New York Convention for the Suppression of Terrorist Bombings (12 January 1998):

Article 8: *231*.

New York Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to Crimes against Humanity (26 November 1968): *232*.

New York Convention on the Prevention and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons including Diplomatic Agents (14 December 1973):

Article 7: *231*.

Palermo Convention against Transnational Organized Crime (12 December 2000): *231*.

Protocols Additional to the 1949 Geneva Conventions Relative to the Protection of the Victims of International Armed Conflict (8 June 1977): 112, 113, *231*.

Article 56: 113.
See also *Geneva Conventions Relative to the Protection of the Victims of International Armed Conflict (12 August 1949)*.

Rome Statute of the International Criminal Court (1998): *231*.

Article 11: *230*.
Article 17: *230*.

Simla Accord between Pakistan and India (2 July 1972): 22, 28, 33, 34, *47*, *77*, *78*.

Article 1: 31, 33, *76*.

Special Agreement between Indonesia and Malaysia (31 May 1997): 173.

Article 3, paragraph 2 *(e)*: 173, 174.

Universal Declaration of Human Rights (1948): 112.

Vienna Convention on Diplomatic Relations (18 April 1961):

Article 41, paragraph 2: 183.
Optional Protocol concerning the Compulsory Settlement of Disputes, Article 1: *205*.

Vienna Convention on Succession of States in Respect of Treaties (23 August 1978): *213*.

Article 8: 22.
Article 17: 20.
Article 20: 20.

Vienna Convention on the Law of Treaties (23 May 1969):

Article 7, paragraph 2 *(c)*: 194.
Article 44: *54*, *57*, *84*, *85*.
Article 44, paragraph 3: *57*, *58*.
paragraph 3 *(c)*: *58*.

Vienna Convention on the Law of Treaties between States and International Organizations and between International Organizations (21 March 1986):

Article 44: *54*.

Annex 2

LIST OF WORKS, ARTICLES AND DOCUMENTS CITED[1]

AIYAR, A. N., *Constitutional Laws of India and Pakistan*, 1947: *64*.

ALEXANDROV, S. A., *Reservations in Unilateral Declarations Accepting the Compulsory Jurisdiction of the International Court of Justice*: *50*.

American Journal of International Law, Vol. 51, 1957: *79*.

ANAND, R. P., *Compulsory Jurisdiction of the International Court of Justice*: *73*, *82*, *96*.

—, *Studies in International Adjudication*: *74*, *104*.

BATAVI, A. H., *Liquidation of British Empire [Parliamentary Debates on Indian Independence]*: *80*.

BAXI, U., "Law of Treaties in the Contemporary Practice of India", *Indian Year Book of International Affairs*, 1965: *67*, *70*.

BERNHARD, J. P. J., "The Provisional Measures Procedure of the International Court of Justice through US Staff in Teheran: Fiat Justitia, Pereat Curia", *Virginia Journal of International Law*, Vol. 20, No. 3, 1980: *220*.

BETTATI, M., *Le droit d'ingérence — Mutation de l'ordre international*, 1996: *225*.

BROWNLIE, I., *Principles of Public International Law*, 5th ed.: *78*, *94*.

BULA-BULA, S., "La doctrine d'ingérence humanitaire revisitée", Vol. 4, No. 1, March 1994, Vol. 9, No. 3, September 1997: *225*.

—, "L'idée d'ingérence à la lumière du Nouvel Ordre Mondial", *Revue africaine de droit international et comparé*, Vol. 4, No. 1, March 1994: *225*.

Canadian Year Book of International Law, 1974: *74*.

CAPOTORTI, F., "L'extinction et la suspension de traités", *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*, 1971, Vol. 134: *59*.

CASSESSE, A., "La Communauté internationale et le génocide", in *Le droit international au service de la paix, de la justice et du développement. Mélanges Virally*, 1991: *224*.

Codification of International Law, Supplement to the American Journal of International Law, Vol. 29, 1935: *57*.

DE SMITH, S. A., "The United Kingdom and Commonwealth", *Constitutional and Administrative Law*: *78*, *79*, *82*.

ELIAS, T. O., *The Modern Law of Treaties*: *84*.

FITZMAURICE, Sir G., *The Law and Procedure of the International Court of Justice*, Vol. II, 1986: *227*.

H.M. STATIONERY OFFICE, *The Transfer of Power*, Vol. XI, No. 71: *72*.

H.M. THE QUEEN, *Christmas Message*, *Commonwealth Yearbook*, 1987: *81*.

HOOD PHILLIPS, O., *Constitutional and Administrative Law*, 1967: *80*, *81*.

International Law Association Handbook, *The Effect of Independence on Treaties*, 1965: *69*, *70*.

International Rescue Committee, *Mortality Study Eastern Democratic Republic of Congo*: *222*.

MARTIN, P. M., "Renouveau des mesures conservatoires: les ordonnances récentes de la Cour internationale de Justice", *JDI*, Vol. 102, 1975: *220*.

[1] This list has been drawn up solely on the basis of the references given in the text of the original language. For references that may concern more specifically the translation into the other language, it is advised, when required, to refer to the corresponding page.

MERRILLS, J. G., *British Year Book of International Law*, 1993: *59*.
O'CONNELL, D. P., *State Succession in Municipal Law and International Law*, Vol. 1: *65*.
ODA, S., "The Compulsory Jurisdiction of the International Court of Justice: A Myth? — A Statistical Analysis of Contentious Cases", *The International and Comparative Law Quarterly*, Vol. 49, 1961: *133*.
POULOSE, T. T., *Succession in International Law*: *67*.
ROSENNE, S., *The Law and Practice of the International Court of Justice, 1920-1996*, Vol. II: *95*.
—, *The Law and Practice of the International Court of Justice, 1920-1996*, Vol. III: *87*.
ROZAKIS, C. L., *The Concept of* Jus Cogens *in the Law of Treaties*, 1976: *57*.
SALKIEWICZ, E. S. A., *Les mesures conservatoires dans la procédure des deux Cours de La Haye*, 1984: *222*.
SCHWARZENBERGER, G., *International Law*, Vol. 1: *68*.
SIMMONDS, K. R., "The Interhandel Case", *The International and Comparative Law Quarterly*, Vol. 10, 1961: *84*.
SINCLAIR, I., *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, 2nd ed.: *58*.
SINGH, N., *The Role and Record of the International Court of Justice*: *98*.
WHITEMAN, M. M., *Digest of International Law*, Vol. 2: *64*, *66*.

TABLE DES MATIÈRES

Page

APPLICATION DE LA CONVENTION POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DU CRIME DE GÉNOCIDE (CROATIE C. YOUGOSLAVIE)

ORDONNANCE DU 10 MARS 2000 3

(Prorogation de délais: mémoire et contre-mémoire)

DÉLIMITATION MARITIME ENTRE LE NICARAGUA ET LE HONDURAS DANS LA MER DES CARAÏBES (NICARAGUA C. HONDURAS)

ORDONNANCE DU 21 MARS 2000 6

(Fixation de délais: mémoire et contre-mémoire)

SOUVERAINETÉ SUR PULAU LIGITAN ET PULAU SIPADAN (INDONÉSIE/MALAISIE)

ORDONNANCE DU 11 MAI 2000 9

(Prorogation de délais: contre-mémoires)

INCIDENT AÉRIEN DU 10 AOÛT 1999 (PAKISTAN C. INDE)

ARRÊT DU 21 JUIN 2000 (COMPÉTENCE DE LA COUR) 12

Opinion individuelle de M. Oda 36
Opinion individuelle de M. Koroma 45
Opinion individuelle de M. Reddy 47
Opinion dissidente de M. Al-Khasawneh 48
Opinion dissidente de M. Pirzada 60

APPLICATION DE LA CONVENTION POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DU CRIME DE GÉNOCIDE (CROATIE C. YOUGOSLAVIE)

ORDONNANCE DU 27 JUIN 2000 108

(Prorogation de délais: mémoire et contre-mémoire)

ACTIVITÉS ARMÉES SUR LE TERRITOIRE DU CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO C. OUGANDA)

ORDONNANCE DU 1ER JUILLET 2000 (MESURES CONSERVATOIRES) 111

Déclaration de M. Oda 131
Déclaration de M. Koroma 134

PLATES-FORMES PÉTROLIÈRES (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN C. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE)

ORDONNANCE DU 4 SEPTEMBRE 2000 137

(Prorogation de délai: duplique)

QUESTIONS D'INTERPRÉTATION ET D'APPLICATION DE LA CONVENTION DE MONTRÉAL DE 1971 RÉSULTANT DE L'INCIDENT AÉRIEN DE LOCKERBIE (JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE c. ROYAUME-UNI)

ORDONNANCE DU 6 SEPTEMBRE 2000 140

(Fixation de délai: duplique)

QUESTIONS D'INTERPRÉTATION ET D'APPLICATION DE LA CONVENTION DE MONTRÉAL DE 1971 RÉSULTANT DE L'INCIDENT AÉRIEN DE LOCKERBIE (JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE c. ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE)

ORDONNANCE DU 6 SEPTEMBRE 2000 143

(Fixation de délai: duplique)

AHMADOU SADIO DIALLO (RÉPUBLIQUE DE GUINÉE c. RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO)

ORDONNANCE DU 8 SEPTEMBRE 2000 146

(Prorogation de délais: mémoire et contre-mémoire)

LICÉITÉ DE L'EMPLOI DE LA FORCE (YOUGOSLAVIE c. BELGIQUE)

ORDONNANCE DU 8 SEPTEMBRE 2000 149

(Fixation de délai: exposé écrit contenant les observations et conclusions sur les exceptions préliminaires)

LICÉITÉ DE L'EMPLOI DE LA FORCE (YOUGOSLAVIE c. CANADA)

ORDONNANCE DU 8 SEPTEMBRE 2000 152

(Fixation de délai: exposé écrit contenant les observations et conclusions sur les exceptions préliminaires)

LICÉITÉ DE L'EMPLOI DE LA FORCE (YOUGOSLAVIE c. FRANCE)

ORDONNANCE DU 8 SEPTEMBRE 2000 155

(Fixation de délai: exposé écrit contenant les observations et conclusions sur les exceptions préliminaires)

LICÉITÉ DE L'EMPLOI DE LA FORCE (YOUGOSLAVIE c. ALLEMAGNE)

ORDONNANCE DU 8 SEPTEMBRE 2000 158

(Fixation de délai: exposé écrit contenant les observations et conclusions sur les exceptions préliminaires)

LICÉITÉ DE L'EMPLOI DE LA FORCE (YOUGOSLAVIE c. ITALIE)

ORDONNANCE DU 8 SEPTEMBRE 2000 161

(Fixation de délai: exposé écrit contenant les observations et conclusions sur les exceptions préliminaires)

LICÉITÉ DE L'EMPLOI DE LA FORCE (YOUGOSLAVIE c. PAYS-BAS)

ORDONNANCE DU 8 SEPTEMBRE 2000 164

(Fixation de délai: exposé écrit contenant les observations et conclusions sur les exceptions préliminaires)

LICÉITÉ DE L'EMPLOI DE LA FORCE (YOUGOSLAVIE C. PORTUGAL)

ORDONNANCE DU 8 SEPTEMBRE 2000 167

(Fixation de délai: exposé écrit contenant les observations et conclusions sur les exceptions préliminaires)

LICÉITÉ DE L'EMPLOI DE LA FORCE (YOUGOSLAVIE C. ROYAUME-UNI)

ORDONNANCE DU 8 SEPTEMBRE 2000 170

(Fixation de délai: exposé écrit contenant les observations et conclusions sur les exceptions préliminaires)

SOUVERAINETÉ SUR PULAU LIGITAN ET PULAU SIPADAN (INDONÉSIE/MALAISIE)

ORDONNANCE DU 19 OCTOBRE 2000 173

(Fixation de délai: répliques)

ACTIVITÉS ARMÉES SUR LE TERRITOIRE DU CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO C. BURUNDI)

ORDONNANCE DU 19 OCTOBRE 2000 176

(Prorogation de délai: contre-mémoire)

ACTIVITÉS ARMÉES SUR LE TERRITOIRE DU CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO C. RWANDA)

ORDONNANCE DU 19 OCTOBRE 2000 179

(Prorogation de délai: contre-mémoire)

MANDAT D'ARRÊT DU 11 AVRIL 2000 (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO C. BELGIQUE)

ORDONNANCE DU 8 DÉCEMBRE 2000 (MESURES CONSERVATOIRES) 182

Déclaration de M. Oda 204
Déclaration de M. Ranjeva 208
Opinion individuelle de M. Koroma 209
Opinion individuelle de M. Parra-Aranguren. 211
Opinion dissidente de M. Rezek 216
Opinion dissidente de M. Bula-Bula 218
Déclaration de M^me^ Van den Wyngaert, juge *ad hoc*. 229

MANDAT D'ARRÊT DU 11 AVRIL 2000 (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO C. BELGIQUE)

ORDONNANCE DU 13 DÉCEMBRE 2000 (MESURES CONSERVATOIRES) . . . 235

(Fixation de délais: mémoire et contre-mémoire)

INDEX FRANÇAIS.

Annexe 1. Liste des traités, conventions et déclarations cités.
Annexe 2. Liste des ouvrages, articles et documents cités.

ENGLISH INDEX.

Annex 1. List of treaties, conventions and declarations cited.
Annex 2. List of works, articles and documents cited.

CONTENTS

Page

APPLICATION OF THE CONVENTION ON THE PREVENTION AND PUNISHMENT OF THE CRIME OF GENOCIDE (CROATIA *v.* YUGOSLAVIA)

ORDER OF 10 MARCH 2000 3

(Extension of time-limits: Memorial and Counter-Memorial)

MARITIME DELIMITATION BETWEEN NICARAGUA AND HONDURAS IN THE CARIBBEAN SEA (NICARAGUA *v.* HONDURAS)

ORDER OF 21 MARCH 2000 6

(Fixing of time-limits: Memorial and Counter-Memorial)

SOVEREIGNTY OVER PULAU LIGITAN AND PULAU SIPADAN (INDONESIA/MALAYSIA)

ORDER OF 11 MAY 2000 9

(Extension of time-limit: Counter-Memorials)

AERIAL INCIDENT OF 10 AUGUST 1999 (PAKISTAN *v.* INDIA)

JUDGMENT OF 21 JUNE 2000 (JURISDICTION OF THE COURT) 12

Separate opinion of Judge Oda 36
Separate opinion of Judge Koroma 45
Separate opinion of Judge *ad hoc* Reddy 47
Dissenting opinion of Judge Al-Khasawneh 48
Dissenting opinion of Judge *ad hoc* Pirzada 60

APPLICATION OF THE CONVENTION ON THE PREVENTION AND PUNISHMENT OF THE CRIME OF GENOCIDE (CROATIA *v.* YUGOSLAVIA)

ORDER OF 27 JUNE 2000 108

(Extension of time-limits: Memorial and Counter-Memorial)

ARMED ACTIVITIES ON THE TERRITORY OF THE CONGO (DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO *v.* UGANDA)

ORDER OF 1 JULY 2000 (PROVISIONAL MEASURES) 111

Declaration of Judge Oda 131
Declaration of Judge Koroma 134

OIL PLATFORMS (ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN *v.* UNITED STATES OF AMERICA)

ORDER OF 4 SEPTEMBER 2000 137

(Extension of time-limit: Rejoinder)

CONTENTS

QUESTIONS OF INTERPRETATION AND APPLICATION OF THE 1971 MONTREAL CONVENTION ARISING FROM THE AERIAL INCIDENT AT LOCKERBIE (LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA v. UNITED KINGDOM)

ORDER OF 6 SEPTEMBER 2000 140

(Fixing of time-limit: Rejoinder)

QUESTIONS OF INTERPRETATION AND APPLICATION OF THE 1971 MONTREAL CONVENTION ARISING FROM THE AERIAL INCIDENT AT LOCKERBIE (LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA v. UNITED STATES OF AMERICA)

ORDER OF 6 SEPTEMBER 2000 143

(Fixing of time-limit: Rejoinder)

AHMADOU SADIO DIALLO (REPUBLIC OF GUINEA v. DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO)

ORDER OF 8 SEPTEMBER 2000 146

(Extension of time-limits: Memorial and Counter-Memorial)

LEGALITY OF USE OF FORCE (YUGOSLAVIA v. BELGIUM)

ORDER OF 8 SEPTEMBER 2000 149

(Fixing of time-limit: written statement of observations and submissions on preliminary objections)

LEGALITY OF USE OF FORCE (YUGOSLAVIA v. CANADA)

ORDER OF 8 SEPTEMBER 2000 152

(Fixing of time-limit: written statement of observations and submissions on preliminary objections)

LEGALITY OF USE OF FORCE (YUGOSLAVIA v. FRANCE)

ORDER OF 8 SEPTEMBER 2000 155

(Fixing of time-limit: written statement of observations and submissions on preliminary objections)

LEGALITY OF USE OF FORCE (YUGOSLAVIA v. GERMANY)

ORDER OF 8 SEPTEMBER 2000 158

(Fixing of time-limit: written statement of observations and submissions on preliminary objections)

LEGALITY OF USE OF FORCE (YUGOSLAVIA v. ITALY)

ORDER OF 8 SEPTEMBER 2000 161

(Fixing of time-limit: written statement of observations and submissions on preliminary objections)

LEGALITY OF USE OF FORCE (YUGOSLAVIA v. NETHERLANDS)

ORDER OF 8 SEPTEMBER 2000 164

(Fixing of time-limit: written statement of observations and submissions on preliminary objections)

CONTENTS

LEGALITY OF USE OF FORCE (YUGOSLAVIA v. PORTUGAL)

ORDER OF 8 SEPTEMBER 2000 167

(Fixing of time-limit: written statement of observations and submissions on preliminary objections)

LEGALITY OF USE OF FORCE (YUGOSLAVIA v. UNITED KINGDOM)

ORDER OF 8 SEPTEMBER 2000 170

(Fixing of time-limit: written statement of observations and submissions on preliminary objections)

SOVEREIGNTY OVER PULAU LIGITAN AND PULAU SIPADAN (INDONESIA/MALAYSIA)

ORDER OF 19 OCTOBER 2000 173

(Fixing of time-limit: Replies)

ARMED ACTIVITIES ON THE TERRITORY OF THE CONGO (DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO v. BURUNDI)

ORDER OF 19 OCTOBER 2000 176

(Extension of time-limit: Counter-Memorial)

ARMED ACTIVITIES ON THE TERRITORY OF THE CONGO (DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO v. RWANDA)

ORDER OF 19 OCTOBER 2000 179

(Extension of time-limit: Counter-Memorial)

ARREST WARRANT OF 11 APRIL 2000 (DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO v. BELGIUM)

ORDER OF 8 DECEMBER 2000 (PROVISIONAL MEASURES) 182

Declaration of Judge Oda 204
Declaration of Judge Ranjeva 208
Separate opinion of Judge Koroma 209
Separate opinion of Judge Parra-Aranguren 211
Dissenting opinion of Judge Rezek 216
Dissenting opinion of Judge *ad hoc* Bula-Bula 218
Declaration of Judge *ad hoc* Van den Wyngaert 229

ARREST WARRANT OF 11 APRIL 2000 (DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO v. BELGIUM)

ORDER OF 13 DECEMBER 2000 235

(Fixing of time-limits: Memorial and Counter-Memorial)

INDEX FRANÇAIS.

Annexe 1. Liste des traités, conventions et déclarations cités.
Annexe 2. Liste des ouvrages, articles et documents cités.

ENGLISH INDEX.

Annex 1. List of treaties, conventions and declarations cited.
Annex 2. List of works, articles and documents cited.

On peut acquérir les publications de la COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE auprès des librairies spécialisées du monde entier. Pour tous renseignements, prière de s'informer aux adresses suivantes :

Organisation des Nations Unies, Section de vente et commercialisation, Bureau C-115, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse. Tél. (+4122) 917 26 14. Télécopie (+4122) 917 00 27. Adresse électronique : unpubli@unog.ch

ou :

United Nations, Sales and Marketing Section, Room DC2-853, New York 10017, Etats-Unis d'Amérique. Tél. (+ 1-212) 963 83 02. Télécopie (+1-212) 963 34 89. Adresse électronique : publications@un.org

Des couvertures mobiles permettant de relier les fascicules du *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances* parus au cours d'une année sont en vente aux adresses ci-dessus.

Pour toutes questions autres que l'achat de publications, s'adresser à *Monsieur le Greffier de la Cour internationale de Justice, Palais de la Paix, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas.* Tél. (+3170) 302 23 23. Télécopie : (+3170) 364 99 28. Adresse électronique : mail@icj-cij.org

The publications of the INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE may be ordered from any bookseller. For information regarding the sale of the Court's publications please write to the following :

United Nations, Sales and Marketing Section, Room DC2-853, New York, NY 10017, United States of America. Tel. (+1-212) 963 83 02. Fax (+1-212) 963 34 89. E-mail : publications@un.org

or :

Organisation des Nations Unies, Section de vente et commercialisation, Bureau C-115, Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland. Tel. (+4122) 917 26 14. Fax (+4122) 917 00 27. E-mail: unpubli@unog.ch

Loose covers for binding the year's issues in the series *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* may be purchased at the above addresses.

All enquiries other than with regard to purchase of publications should be addressed to the *Registrar of the International Court of Justice, Peace Palace, 2517 KJ The Hague, Netherlands.* Tel. (+3170) 302 23 23. Fax (+3170) 364 99 28. E-mail : mail@icj-cij.org

PRINTED IN THE NETHERLANDS

PRINTED IN THE NETHERLANDS

ISSN 0074-4441
ISBN 92-1-070932-2